



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC**

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Miscellaneous Special Projects Division (XN)/Division
des projets spéciaux divers (XN)
Canadian Building
219 Laurier Ave. West, 13th Floor
Room 13077
Ottawa
Ontario
K1A 0S5

Title - Sujet Solution d'achats électronique(SAE)	
Solicitation No. - N° de l'invitation EN578-131350/H	Amendment No. - N° modif. 013
Client Reference No. - N° de référence du client 20131350	Date 2016-07-06
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XN-111-30112	
File No. - N° de dossier 111xn.EN578-131350	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-08-10	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Thauvette, Maxime	Buyer Id - Id de l'acheteur 111xn
Telephone No. - N° de téléphone (819) 420-2201 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Demande de propositions (DP)

Modification de sollicitation: 013

But:

Le but de cette modification est de modifier la demande de propositions (DP), incluant la révision de certaines des jalons liées à la mise en œuvre de la SAE auprès d'autres ministères fédéraux et l'approche connexe de la mise à exécution et de fournir des réponses aux questions reçues en ce qui concerne la présente DP.

(A) CHANGEMENTS

CHANGEMENT: 60

À l'annexe 1 - Énoncé des travaux, supprimer la section 6.10 Jalons dans sa totalité et remplacer par ce qui suit :

6.10 JALONS

Les dates indiquées dans la présente section correspondent aux dates cibles que l'entrepreneur doit respecter. Cependant, le GC reconnaît que ces dates peuvent être modifiées à la suite des phases de consultation et de planification, en collaboration avec l'entrepreneur, après l'attribution du contrat. Par conséquent, ces dates peuvent être modifiées une fois le contrat attribué, à la discrétion de GC, et en collaboration avec l'entrepreneur.

6.10.1 Jalon 1 – Besoin opérationnel

L'entrepreneur doit achever le jalon 1 dans les quatre mois suivant l'attribution du contrat. Ce jalon est considéré comme achevé lorsque les travaux suivants ont été acceptés par le chargé de projet :

- a) Plan de projet préliminaire, tel que décrit à la section 6.3.1 de l'EDT;
- b) Méthode et plan de gestion de projet, tels que décrits à la section 6.3.2 de l'EDT;
- c) Plan de gestion des relations, tel que décrit à la section 6.3.3 de l'EDT;
- d) Plan de gestion de la protection des renseignements personnels, tel que décrit à la section 6.4.1 de l'EDT;
- e) Plan de sécurité des TI, tel que décrit à la section 6.5.2 de l'EDT;
- f) Plan de continuité des services de TI, tel que décrit à la section 6.5.3 de l'EDT;
- g) Stratégie de gestion du changement organisationnel, telle que décrite à la section 6.7.1 de l'EDT;
- h) Plan de gestion du changement, tel que décrit à la section 6.7.2 de l'EDT;
- i) Feuille de route relative au produit et à la solution, telle que décrite à la section 6.8.1.7 de l'EDT;
- j) Plan de formation, tel que décrit à la section 6.7.3 de l'EDT;
- k) Plan de communications, tel que décrit à la section 5.5.1 de l'EDT;
- l) Plan de transition d'entrée, tel que décrit à la section 6.8.1.1 de l'EDT.

6.10.2 Jalon 2 – Environnement de la solution

L'entrepreneur doit achever le jalon 2 dans les quatre mois suivant l'attribution du contrat. Ce jalon est considéré comme achevé lorsque les travaux suivants ont été acceptés par le chargé de projet :

- a) l'entrepreneur a livré l'environnement de la SAE, prêt à être configuré, intégré et mis à l'essai dans les deux langues officielles;
- b) l'entrepreneur a exécuté les travaux et atteint les objectifs décrits dans la *partie 5 Exigences non fonctionnelles*;

- c) l'entrepreneur a livré les éléments décrits dans le plan de gestion de projet, la stratégie de gestion du changement organisationnel, le plan de gestion du changement, le plan de formation (et sa prestation), et le plan de transition d'entrée (et sa réalisation).

6.10.3 Jalon 3 – Habilitation des fournisseurs

L'entrepreneur doit achever le jalon 3 dans les douze mois suivant l'attribution du contrat. Ce jalon est considéré comme achevé lorsque les travaux suivants ont été acceptés par le chargé de projet :

- a) les fonctions décrites aux sections *3.2 Exigences générales, 3.2.1 Exigences relatives au déroulement du travail, 3.3.3 Exigences du portail (excluant la section B-5.00), 3.9 Gestion des relations avec les fournisseurs, 3.10 Gestion des données et de l'information, et 3.11 Gestion des utilisateurs* ont été configurées et mises à l'essai, ont été assujetties au processus d'évaluation de la sécurité et d'autorisation en vue de leur diffusion, déployées dans les deux langues officielles et exécutées dans le cadre d'un projet pilote, conformément à l'énoncé des travaux;
- b) l'entrepreneur a livré le plan d'habilitation des fournisseurs;
- c) l'entrepreneur a livré les éléments du plan de gestion de projet, de la stratégie de gestion du changement organisationnel, du plan d'habilitation des fournisseurs, du plan de gestion du changement, du plan de formation (et sa prestation), du plan de transition d'entrée (et sa réalisation) applicables à l'exécution des fonctions décrites aux sections *3.2 Exigences générales, 3.2.1 Exigences relatives au déroulement du travail, 3.3.3 Exigences du portail (excluant la section B-5.00), 3.9 Gestion des relations avec les fournisseurs, 3.10 Gestion des données et de l'information et 3.11 Gestion des utilisateurs*.

6.10.4 Jalon 4 – Gestion de contrat

L'entrepreneur doit achever le jalon 4 dans les dix-huit mois suivant l'attribution du contrat. Ce jalon est considéré comme achevé lorsque les travaux suivants ont été acceptés par le chargé de projet :

- a) les fonctions décrites aux sections *3.2.2 Exigences relatives à la charge de travail, 3.4 Sélection des fournisseurs et gestion des contrats et 3.8 Renseignements organisationnels* ont été configurées et mises à l'essai, ont été assujetties au processus d'évaluation de la sécurité et d'autorisation en vue de leur diffusion, déployées dans les deux langues officielles et exécutées dans le cadre d'un projet pilote, conformément à l'énoncé des travaux;
- b) l'entrepreneur a livré les éléments du plan de gestion de projet, de la stratégie de gestion du changement organisationnel, du plan d'habilitation des fournisseurs, du plan de gestion du changement, du plan de formation (et sa prestation), du plan de transition d'entrée (et sa réalisation) applicables à l'exécution des fonctions décrites aux sections *3.2.2 Exigences relatives à la charge de travail, 3.4 Sélection des fournisseurs et gestion des contrats et 3.8 Renseignements organisationnels*;
- c) 100 contrats (excluant les commandes et les commandes subséquentes) ont été traités et attribués au moyen de la SAE.

6.10.5 Jalon 5 – Gestion de l'approvisionnement

L'entrepreneur doit achever le jalon 5 dans les dix-huit mois suivant l'attribution du contrat. Ce jalon est considéré comme achevé lorsque les travaux suivants ont été acceptés par le chargé de projet :

- a) les fonctions décrites à la *section 3.5 Gestion de l'approvisionnement* ont été configurées et mises à l'essai, ont été assujetties au processus d'évaluation de la sécurité et d'autorisation en vue de leur diffusion, déployées dans les deux langues officielles et exécutées dans le cadre d'un projet pilote, conformément à l'énoncé des travaux;
- b) l'entrepreneur a livré les éléments du plan de gestion de projet, de la stratégie de gestion du changement organisationnel, du plan d'habilitation des fournisseurs, du plan de gestion du changement, du plan de formation (et

sa prestation), du plan de transition d'entrée (et sa réalisation) applicables à l'exécution, au sein de TPSGC, des fonctions décrites à la *section 3.5 Gestion de l'approvisionnement*;

- c) la SAE est interopérante avec le SGFM de TPSGC;
- d) 100 commandes ont été traitées par les utilisateurs au moyen de la SAE.

6.10.6 Jalon 6 – Gestion de l'approvisionnement des services

L'entrepreneur doit achever le jalon 6 dans les vingt-quatre mois suivant l'attribution du contrat. Ce jalon est considéré comme achevé lorsque les travaux suivants ont été acceptés par le chargé de projet :

- a) les fonctions décrites à la *section 3.6, Gestion de l'approvisionnement des services* ont été configurées et mises à l'essai, ont été assujetties au processus d'évaluation de la sécurité et d'autorisation en vue de leur diffusion, déployées dans les deux langues officielles et exécutées dans le cadre d'un projet pilote, conformément à l'énoncé des travaux;
- b) l'entrepreneur a livré les éléments du plan de gestion de projet, de la stratégie de gestion du changement organisationnel, du plan d'habilitation des fournisseurs, du plan de gestion du changement, du plan de formation (et sa prestation), du plan de transition d'entrée (et sa réalisation) applicables à l'exécution, au sein de TPSGC, des fonctions décrites à la *section 3.6. Gestion de l'approvisionnement des services*;
- c) 100 contrats d'acquisition de services/commandes reposant sur les exigences satisfaites dans le cadre de l'EDT ont été attribués au moyen de la SAE.

6.10.7 Jalon 7 – Solution entièrement opérationnelle

L'entrepreneur doit achever le jalon 7 dans les vingt-quatre mois suivant l'attribution du contrat. Ce jalon est considéré comme achevé lorsque la transition complète des fonctions a été effectuée à TPSGC et l'entrepreneur a exécuté toutes les tâches décrites dans l'EDT, à l'exception des services de transition de sortie, tels que décrits à la *section 6.8.3 Services de transition de sortie*, ainsi que les tâches décrites à la partie 7.0, Services facultatifs, et lorsque l'entrepreneur aura soumis un rapport établissant que le travail, incluant le rapport, est terminé et a été réalisé à la satisfaction du chargé de projet.

6.10.8 Jalon 8 – Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG)

L'entrepreneur doit achever le jalon 8 dans les trente-six mois suivant l'attribution du contrat. Ce jalon est considéré comme achevé lorsque les travaux suivants ont été acceptés par le chargé de projet :

- a) les fonctions décrites à la *section 3.3.2 Service électronique d'appels d'offres du gouvernement et à la section B-5.00 de la section 3.3.3 Exigences du portail* ont été configurées et mises à l'essai, ont été assujetties au processus d'évaluation de la sécurité et d'autorisation en vue de leur diffusion, déployées dans les deux langues officielles et exécutées dans le cadre d'un projet pilote, conformément à l'énoncé des travaux;
- b) l'entrepreneur a livré les éléments du plan de gestion de projet, de la stratégie de gestion du changement organisationnel, du plan d'habilitation des fournisseurs, du plan de gestion du changement, du plan de formation (et sa prestation), du plan de transition d'entrée (et sa réalisation) applicables à l'exécution des fonctions décrites à la *section 3.3.2, Service électronique d'appels d'offres du gouvernement et à la section B-5.00 de la section 3.3.3, Exigences du portail*;
- c) tous les ministères et organismes du GC sont passés au nouveau Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG);
- d) tous les avis d'appel d'offres publics du GC ont été affichés et gérés grâce au nouveau SEAOG;
- e) lorsque l'entrepreneur aura soumis un rapport établissant que le travail, incluant le rapport, est terminé et a été réalisé à la satisfaction du chargé de projet.

CHANGEMENT: 61

À l'Annexe 1, à la section 7.2 *TRAVAUX FACULTATIFS DÉFINIS*,

INSÉRER :

7.2.7 Déploiement à l'échelle du gouvernement – Transition d'entrée d'une instance du SMGF

Sur demande pour une instance du SMGF, l'entrepreneur doit :

- a) configurer;
- b) mettre à l'essai;
- c) appliquer le processus d'évaluation de la sécurité et d'autorisation;
- d) lancer un projet pilote et déployer la SAE dans les portefeuilles de ministères qui utilisent des instances d'un SGFM, tel que décrit au tableau de la section 1.3, Données volumétriques, sous-section k) Instances du Système ministériel de gestion financière (SMGF);
- e) assurer, activer et soutenir l'interopérabilité de la SAE avec les instances du SGFM;
- f) livrer les éléments du plan de gestion de projet, de la stratégie de gestion du changement organisationnel, du plan d'habilitation des fournisseurs, du plan de gestion du changement, du plan de formation, et sa prestation ainsi que du plan de transition d'entrée, et sa réalisation, applicables au déploiement complet de la SAE dans un ministère;
- g) veiller à ce que la transition du portefeuille des ministères associés à l'instance du SGFM dans la SAE soit entièrement terminée.

7.2.8 Déploiement à l'échelle du gouvernement – Service opérationnel lié à l'instance du SGFM

Pour l'instance du SGF applicable demandée, les éléments ci-dessus doivent être réalisés dans les douze mois suivant la demande du Canada. Le Canada peut demander le déploiement de plus d'une instance du SGFM dans la même demande, et le Canada peut demander le déploiement de quelques instances à des dates ultérieures pendant la période du contrat. Le Canada demandera au moins deux instances du SGFM.

CHANGEMENT: 62

Supprimer au complet 3.7 *SECTION F : GESTION FINANCIÈRE*, de l'Annexe 1 – *Énoncé des travaux*, et remplacer par ce qui suit :

3.7 SECTION F : GESTION FINANCIÈRE est inclus comme un service facultatif sous la section 7.2.6 de cet énoncé des travaux.**CHANGEMENT: 63**

À l'Annexe 1, à la section 7.2 *TRAVAUX FACULTATIFS DÉFINIS*,

INSÉRER :

7.2.6 Exigences fonctionnelles : SECTION F - GESTION FINANCIÈRE

Les services pour configurer, tester, piloter et déployer les fonctionnalités du *tableau 9 - Exigences en matière de gestion financière* dans un environnement de production seront demandés selon les besoins.

7.2.6.1 Objectifs

L'objectif global de la présente section consiste à décrire les exigences des fonctions de gestion financière dans la SAE, dont la gestion des entrées de marchandises et des factures.

7.2.6.2 Généralités

La sous-section Généralités décrit les fonctions que doit fournir l'entrepreneur pour permettre à des utilisateurs précis de visualiser, d'accepter et de rejeter des factures et des entrées de marchandises, et doit fournir aux utilisateurs la souplesse requise pour ajouter des commentaires et des pièces jointes par voie électronique.

7.2.6.3 Gestion des entrées de marchandises

La sous-section Gestion des entrées de marchandises décrit les fonctions que doit fournir l'entrepreneur pour permettre la configuration d'entrées partielles ou multiples de biens et de services qui doivent être traités dans la SAE.

7.2.6.4 Gestion des factures

La sous-section Gestion des factures contient les exigences relatives à la réception, à la gestion et à l'acceptation des factures que doit respecter l'entrepreneur, et veille à ce que les factures soient associées à la commande correspondante et que ces éléments de la facture puissent être traités par voie électronique.

7.2.6.5 Exigences

Tableau 9 – Exigences en matière de gestion financière

Section de l'EDT	Exigence
F-01.00	Généralités L'entrepreneur doit fournir une solution qui comporte des fonctions visant à :
F-01.01	Permettre à l'utilisateur de rejeter, d'accepter et de fournir des commentaires sur les factures et les entrées de marchandises dans le cadre d'une mise en correspondance à double, à triple ou à quadruple volet.
F-01.02	Permettre à un utilisateur d'ajouter des pièces jointes (p. ex. reçu des dépenses) à une facture.
F-01.03	Consulter, chercher, trier et filtrer les détails des factures et des entrées de marchandises.
F-01.04	Fournir des mises à jour continues sur l'état d'avancement à l'utilisateur final dès la réception d'une facture, et ce, jusqu'à l'achèvement de la commande.
F-01.05	Configurer les seuils de tolérance, exprimés sous forme de pourcentage et de montant, entre les quantités d'articles, les éléments liés au prix des contrats ou des commandes, les factures et les entrées de marchandises, afin de soutenir une mise en correspondance à double, à triple ou à quadruple volet et de mener des activités particulières (p. ex. expédition et avis de répartition, facture et biens réels reçus).
F-01.06	Envoyer les renseignements sur le rajustement calculé pour le rabais et la date du paiement anticipé à l'utilisateur, qui sera soumis à une mise en correspondance à double, à triple ou à quadruple volet.
F-01.07	Configurer les avis envoyés aux utilisateurs (p. ex. état d'une facture, entrée de marchandises, note de crédit, refus de paiement, détails d'une commande, avis de l'état ou commande en souffrance).
F-01.08	Configurer une période d'avis selon les conditions de paiement contractuelles (p. ex. période de paiement).
F-01.09	Intégrer les appareils et les logiciels de numérisation afin de saisir les renseignements sur les entrées de marchandises dans la SAE et de les associer à la commande applicable (p. ex. processus de réception au quai de chargement de l'entrepôt).
F-01.10	Charger les données sur les dépenses non cataloguées de la planification des ressources de l'entreprise selon les besoins.

Section de l'EDT	Exigence
F-02.00	Gestion des entrées de marchandises L'entrepreneur doit fournir une solution qui comporte des fonctions visant à :
F-02.01	Permettre les réceptions partielles et les réceptions multiples d'articles uniques ou multiples d'une commande.
F-02.02	Configurer le flux de travail afin de permettre l'approbation des entrées de marchandises au nom de centres de coûts multiples ou uniques.
F-02.03	Permettre aux administrateurs autorisés de configurer les types de mouvement en ce qui concerne la réception de biens ou de services conformément au système ministériel de gestion des finances et du matériel (p. ex. biens reçus, endommagés).
F-02.04	Permettre aux utilisateurs de rejeter des entrées de marchandises.
F-03.00	Gestion des factures L'entrepreneur doit fournir une solution qui comporte des fonctions visant à :
F-03.01	Permettre aux fournisseurs de visualiser des commentaires sur les factures rejetées ou acceptées et de présenter de nouveau les factures rejetées.
F-03.02	Consigner le retour de biens à un fournisseur (p. ex. biens endommagés, quantité erronée, mauvaise qualité, biens incorrects) et en assurer le suivi.
F-03.03	Appliquer des notes de crédit à n'importe quelle facture pour un fournisseur.
F-03.04	Configurer et comparer les renseignements sur les factures, les commandes et les reçus, et procéder au contrôle de la qualité pour déterminer les mesures manuelles et automatiques requises (p. ex. correspondance à double, à triple ou à quadruple volet).
F-03.05	Présenter des factures dans la devise du contrat.
F-03.06	Permettre aux fournisseurs de présenter des factures et des notes de crédit dans plusieurs devises au moins à l'aide des méthodes suivantes : <ul style="list-style-type: none"> i. Saisie manuelle : Les données sont entrées dans un formulaire normalisé comprenant des zones obligatoires et facultatives. ii. Fichier téléchargé : Les données sont téléchargées dans un format de fichier structuré (p. ex. XML, UBL). iii. Transmission machine-machine : Les fournisseurs peuvent configurer leurs systèmes financiers pour que les renseignements soient automatiquement et directement transmis par échange de données informatisé ou au moyen de services Web.
F-03.07	Permettre aux fournisseurs de présenter des factures grâce à l'interface de données électroniques (p. ex. entrées de marchandises, rabais de gros) ou au moyen de services Web.
F-03.08	Configurer un numéro d'autofacturation (préfixe/suffixe) qui peut être lié au numéro de commande.
F-03.09	Générer une facture ou une entrée de marchandises contenant des renseignements sur la commande (p. ex. conversion d'une commande en facture).
F-03.10	Empêcher un fournisseur de facturer des articles, selon la base de paiement (p. ex. paiements d'étape, paiements forfaitaires), pour plus qu'un pourcentage configurable du coût estimatif.

Section de l'EDT	Exigence
F-03.11	Permettre aux fournisseurs d'outrepasser la préférence de l'application d'un rabais dynamique (p. ex. modalités de rabais) à une facture précise.
F-03.12	Appliquer automatiquement les modalités de rabais de gros à toutes les factures liées au contrat ou au bon de commande applicable.
F-03.13	Offrir aux fournisseurs la possibilité de recevoir des paiements anticipés au moyen de rabais dynamiques.
F-03.14	Permettre aux utilisateurs de configurer un modèle manuel de facture contenant des renseignements sur la commande (p. ex. rabais de gros).
F-03.15	Envoyer des renseignements de base sur les factures et les entrées de marchandises dans le système ministériel de gestion des finances et du matériel pour effectuer le paiement.

CHANGEMENT: 64

À la sous-section (iii) *Services optionnels* de la section 7.10.1 *Base de paiement*,

SUPPRIMER :

a. Services professionnels fournis en vertu d'une autorisation de tâches

En vertu d'une autorisation de tâches (AT), pour les travaux décrits au paragraphe 7.1 – *Services professionnels facultatifs* et 7.2 – *Travaux facultatifs définis*, à l'exception des travaux couverts sous le paragraphe 7.2.4 – *Fils d'appels d'offres* de l'Énoncé des travaux (Annexe 1), et seulement si les travaux ne sont pas visés par une autre section de l'Énoncé des travaux, et pour le travail supplémentaire qui peut être ajouté par le Canada pour l'annexe 1 – EDT et l'annexe 2 – Sécurité et protection des renseignements personnels :

INSÉRER :

a. Services professionnels fournis en vertu d'une autorisation de tâches

En vertu d'une autorisation de tâches (AT), pour les travaux décrits au paragraphe 7.1 – *Services professionnels facultatifs* et 7.2 – *Travaux facultatifs définis*, à l'exception des travaux couverts sous le paragraphe 7.2.4 – *Fils d'appels d'offres* et 7.2.6 *Exigences fonctionnelles : Section F - Gestion financière* de l'Énoncé des travaux (Annexe 1), et seulement si les travaux ne sont pas visés par une autre section de l'Énoncé des travaux, et pour le travail supplémentaire qui peut être ajouté par le Canada pour l'annexe 1 – EDT et l'annexe 2 – Sécurité et protection des renseignements personnels :

CHANGEMENT: 65

À la sous-section (iii) *Services optionnels* de la section 7.10.1 *Base de paiement*,

SUPPRIMER :

c. Option pour les autres entités du secteur public

(i) En ce qui concerne les travaux décrits au paragraphe 7.3.1 – *Étendre l'accès aux autres entités du secteur public canadien* de l'Énoncé des travaux de l'Annexe 1 :

Si l'entrepreneur s'acquitte de façon satisfaisante de toutes les obligations qui lui incombent dans le cadre de l'AT approuvée, le Canada lui versera le montant convenu et négocié, comme l'indique l'AT approuvée. Le Canada se réserve le droit d'appliquer les Principes des coûts contractuels 1031-2 de TPSGC comme base pour établir le prix de ces travaux optionnels.

(ii) En ce qui concerne les travaux décrits au paragraphe 7.3.2 – *Option envisageable par d'autres entités du secteur public pour l'acquisition d'une SAE* de l'Énoncé des travaux de l'Annexe 1 :

Si l'entrepreneur s'acquitte de façon satisfaisante de toutes les obligations qui lui incombent dans le cadre de l'AT approuvée, le Canada lui versera le montant convenu et négocié, comme l'indique l'AT approuvée. Le Canada se réserve le droit d'appliquer les Principes des coûts contractuels 1031-2 de TPSGC comme base pour établir le prix de ces travaux optionnels.

INSÉRER :

c. Option pour la section F – Gestion financière

Pour les travaux décrits dans la sous-section 7.2.6 – *Exigences fonctionnelles : Section F – Gestion financière* de l'énoncé des travaux dans l'Annexe 1 :

En contrepartie de l'exécution satisfaisante par l'entrepreneur de toutes ses obligations en vertu de l'autorisation de tâches approuvée, le Canada paiera à l'entrepreneur un prix de lot ferme mensuel pour tous les services indiqués à la section 7.2.6. *Exigences fonctionnelles : Section F – Gestion financière conformément à l'Annexe 3 – Barème de prix*, tel que cela est stipulé dans l'autorisation de tâches approuvée, droits de douane inclus et taxes applicables en sus.

Les travaux optionnels peuvent être exigés par le Canada à tout moment pendant toute la durée du contrat.

d. Option pour les autres entités du secteur public

(i) En ce qui concerne les travaux décrits au paragraphe 7.3.1 – *Étendre l'accès aux autres entités du secteur public canadien* de l'Énoncé des travaux de l'Annexe 1 :

Si l'entrepreneur s'acquitte de façon satisfaisante de toutes les obligations qui lui incombent dans le cadre de l'AT approuvée, le Canada lui versera le montant convenu et négocié, comme l'indique l'AT approuvée. Le Canada se réserve le droit d'appliquer les Principes des coûts contractuels 1031-2 de TPSGC comme base pour établir le prix de ces travaux optionnels.

(ii) En ce qui concerne les travaux décrits au paragraphe 7.3.2 – *Option envisageable par d'autres entités du secteur public pour l'acquisition d'une SAE* de l'Énoncé des travaux de l'Annexe 1 :

Si l'entrepreneur s'acquitte de façon satisfaisante de toutes les obligations qui lui incombent dans le cadre de l'AT approuvée, le Canada lui versera le montant convenu et négocié, comme l'indique l'AT approuvée. Le Canada se réserve le droit d'appliquer les Principes des coûts contractuels 1031-2 de TPSGC comme base pour établir le prix de ces travaux optionnels.

CHANGEMENT: 66

À la section 7.10.1 *Base de paiement*,

INSÉRER :

(iv) Phase de transition de la Solution d'achats électroniques (SAE) d'une version du système ministériel de gestion financière (SMGF)

Pour la totalité des travaux décrits dans l'énoncé des travaux qui figure à l'Annexe 1 se rapportant à la phase de transition d'une version du SMGF, y compris la section 7.2.7 de l'Annexe 1, Mise en œuvre à l'échelle du gouvernement, et la totalité des travaux décrits à l'Annexe 2 – Sécurité et protection de la vie privée applicables à l'interopérabilité avec une version du SMGF, en contrepartie de l'exécution satisfaisante par l'entrepreneur de ses obligations en vertu du contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur le prix de lot ferme de la phase de transition de la SAE d'une version du SMGF détaillé dans l'Annexe 3 – Barème de prix, droits de douane compris et taxes applicables en sus. Chaque montant de la phase de transition de la SAE d'une version du SMGF n'est payable qu'après l'achèvement et l'acceptation, par le Canada, de tous les travaux liés à cette version du SMGF.

Lorsque le Canada demande le déploiement de plus d'une version du SMGF dans une même demande, le prix de lot ferme de la phase de transition de la SAE d'une version du SMGF applicable dans la demande doit être actualisé de la façon suivante :

Nombre de versions du SMGF incluses dans la demande	Rabais (réduction) applicable à chaque prix de lot ferme de la SAE d'une version du SMGF dans la demande
1	X %
2	X %
3	X %
4	X %
5 à 9	X %
10 à 15	X %
16 ou plus	X %

(v) Phase opérationnelle de la SAE d'une version du SMGF

Le prix de lot ferme mensuel de la phase opérationnelle de la SAE d'une version du SMGF prend en compte tous les travaux autorisés liés aux services opérationnels de la version du SMGF, conformément à toutes les sections de l'énoncé des travaux applicables aux services opérationnels continus pour une version du SMGF, à l'exception des travaux dont il est question dans le paragraphe (iv) ci-dessus et dans la partie 7 de l'énoncé des travaux dans l'Annexe 1. Le prix de lot ferme mensuel de la phase opérationnelle de la SAE d'une version du SMGF est payable mensuellement et commence le mois suivant jusqu'à l'achèvement (et l'acceptation par le Canada) des travaux décrits dans la section 7.2.7 Mise en œuvre à l'échelle du gouvernement – Phase de transition d'une version du SMGF de l'Annexe 1 – Énoncé des travaux pour la version du SMGF demandée.

Chaque prix de lot ferme mensuel de la phase opérationnelle de la SAE d'une version du SMGF est indiqué dans l'Annexe 3 – Barème de prix.

Le prix de lot ferme mensuel de la phase opérationnelle de la SAE d'une version du SMGF est cumulatif, dans le sens où le Canada paiera la somme du prix de lot ferme mensuel applicable pour ces prix de lot fermes mensuels de la phase opérationnelle de la SAE d'une version du SMGF pour lesquels les services sont fournis de façon satisfaisante.

Lorsque plusieurs prix de lot fermes mensuels de la phase opérationnelle de la SAE d'une version du SMGF sont payables dans un mois donné, la somme des prix de lot fermes de la phase de transition de la SAE d'une version du SMGF qui sont payables doit être actualisée de la façon suivante :

Nombre de prix de lot fermes mensuels de la phase opérationnelle d'une version du SMGF payables dans un mois donné	Rabais (réduction) applicable à la somme des prix de lots fermes mensuels de la phase opérationnelle d'une version du SMGF dans le mois donné
1	%
2 à 4	%
5 à 9	%
11 à 15	%
16 ou plus	%

CHANGEMENT: 67

À la section 7.10 *Modalité de paiement*,

INSÉRER (et and renuméroter la section 7.10 en conséquence):

7.10.6 Modalité de paiement – Phase de transition de la Solution d’achats électroniques (SAE) d’une version du SMGF

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux seront complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement de l'annexe 3 – Barème de prix et du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

7.10.7 Modalité de paiement – Phase opérationnelle de la Solution d’achats électroniques (SAE) d’une version du SMGF

Pour les travaux compris sous le prix de lot ferme mensuel de la phase opérationnelle de la SAE d’une version du SMGF, le Canada paiera l'entrepreneur chaque mois pour les travaux complétés pendant le mois visé par la facture conformément aux dispositions de l'annexe 3 – Barème de prix si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

CHANGEMENT: 68

Supprimer l'*annexe 3 - Barème de prix* dans sa totalité et la remplacer par l'*annexe 3 - Barème de prix, version 2.0* en pièce-jointe.

CHANGEMENT: 69

À la section 7.10.1.1 *Attribution concurrentielle* de la DP,

INSÉRER :

L'entrepreneur reconnaît également que, en raison des limites des systèmes déjà en place sur le plan de l'établissement de rapports, les données volumétriques présentées dans le présent contrat reposent sur des données statistiques restreintes et ne sont donc fournies qu'à titre indicatif. Elles ne doivent pas être considérées comme une garantie contractuelle et sont sujettes à changement pendant la durée du contrat. Aucuns frais en sus des prix et tarifs présentés à l'annexe 3 – Barème de prix ne seront autorisés pour tenir compte des changements apportés aux données volumétriques, sauf si expressément prévu dans le contrat.

CHANGEMENT: 70

À la section 4.2, *Évaluation de la soumission* de la DP,

INSÉRER :

4.2.10 Les soumissionnaires ne seront pas autorisés à changer la composition de l'équipe de soumission (c.-à-d. un soumissionnaire ne peut pas ajouter, ni retirer tout membre de l'équipe, notamment des sous-traitants, lorsqu'il soumet l'information révisée). Tout changement à la composition de l'équipe de soumission aura pour conséquence que la soumission sera jugée non recevable.

CHANGEMENT: 71

À l'Annexe 1, à la section 1.3 *Données volumétriques*, supprimer g) dans sa totalité et remplacer par :

g) **Base d'utilisateurs au GC** : Actuellement, environ 3 100 employés affectés aux achats sont responsables des activités d'approvisionnement et de passation des contrats au GC. TPSGC et Services partagés Canada (SPC) sont les plus importants employeurs (40 %), suivis du ministère de la Défense nationale (MDN) (25 %) et de tous les autres ministères et organismes (35 %). En outre, plus de 60 000 utilisateurs fournissant des services administratifs au sein du GC commandent des biens et des services en dehors des ententes-cadres de TPSGC, et procèdent à des acquisitions uniques. La solution pourrait aussi être utilisée par d'autres, comme le grand public, et ne devrait pas être restreinte à un nombre limité d'utilisateurs ou à un groupe d'utilisateurs précis.

CHANGEMENT: 72

À l'Annexe 1, à la section 1.3 *Données volumétriques*,

INSÉRER :

j) **Effectif composant le Groupe de l'achat et approvisionnement** – Les employés faisant partie du Groupe de l'achat et approvisionnement (PG) au sein du GC sont les principaux fonctionnaires chargés des activités de sélection des fournisseurs et de passation de contrats. Le tableau ci-dessous indique la ventilation actuelle de ces employés. Il faut noter que les activités de sélection des fournisseurs et de passation de contrats peuvent être menées par des employés à un autre niveau de classification, et que cette liste n'inclut pas tous les utilisateurs potentiels des fonctions de sélection de fournisseurs et de passation de contrats de la SAE.

Ministère	Nombre actuel d'employés du groupe PG
Affaires autochtones et du Nord Canada	28
Affaires mondiales Canada	108
Agence de la santé publique du Canada	7
Agence de promotion économique du Canada atlantique	8
Agence des services frontaliers du Canada	42
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	1
Agence spatiale canadienne	8
Agriculture et Agroalimentaire Canada	64
Anciens combattants Canada	12
Bibliothèque et Archives Canada	6
Bureau du Conseil privé	11
Bureau du secrétaire du gouverneur général	5
Commissariat à l'information du Canada	1
Commissariat aux langues officielles	2
Commission canadienne des droits de la personne	2
Commission canadienne des grains	6
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	2
Commission de la fonction publique	4
Commission des libérations conditionnelles du Canada	1
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	1
Développement économique Canada pour les régions du Québec	2
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada	1
École de la fonction publique du Canada	13
Élections Canada	10

Emploi et Développement social Canada	32
Environnement et Changement climatique Canada	49
Finances Canada	8
Gendarmerie royale du Canada	81
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada	32
Infrastructures Canada	3
Innovation, Sciences et Développement économique Canada	37
Justice Canada	30
Ministère de la Défense nationale	790
Office des transports du Canada	1
Patrimoine canadien	13
Pêches et Océans Canada	86
Registraire de la Cour suprême du Canada	2
Ressources naturelles Canada	30
Santé Canada	46
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada	19
Sécurité publique Canada	5
Service administratif des tribunaux judiciaires	4
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	4
Service correctionnel du Canada	58
Service des poursuites pénales du Canada	5
Services partagés Canada	99
Statistique Canada	18
Transports Canada	30
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	1 295
Total	3 122

k) **Instances du Système ministériel de gestion financière (SMGF)** – les instances du SMGF sont des installations de configurations et d'applications particulières qui forment un Système ministériel de gestion des finances et du matériel (SMGF) donné sur un serveur donné, pour un ministère ou un groupe de ministères. Le tableau ci-dessous décrit les instances du SMGF du gouvernement du Canada, ainsi que la plateforme logicielle et les ministères associés à chaque instance.

Plateforme logicielle	Instance du SMGF	Ministères participants pour chaque instance du SMGF
SAP R3	Agriculture et Agroalimentaire Canada	Agriculture et Agroalimentaire Canada Agence canadienne du pari mutuel Agence canadienne d'inspection des aliments Commission canadienne du lait Ressources naturelles Canada Environnement Canada
	Agence des services frontaliers du Canada	Agence des services frontaliers du Canada
	Patrimoine canadien	Patrimoine canadien Parcs Canada
	Agence du revenu du Canada	Agence du revenu du Canada Agence du revenu du Canada – Grand livre des recettes

	Agence spatiale canadienne	Agence spatiale canadienne
	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada Passeport Canada
	Affaires mondiales Canada	Affaires mondiales Canada Tribunal canadien du commerce extérieur Société pour l'expansion des exportations
	Emploi et Développement social Canada	Emploi et Développement social Canada
	Santé Canada	Santé Canada Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée Agence de la santé publique du Canada Affaires autochtones et du Nord Canada
	Innovation, Sciences et Développement économique Canada	Innovation, Sciences et Développement économique Canada Office de la propriété intellectuelle du Canada Bureau de l'infrastructure du Canada Commission du droit d'auteur
	Ministère de la Justice	Ministère de la Justice Service des poursuites pénales du Canada
	Conseil national de recherches	Conseil national de recherches
	Ministère de la Défense nationale	Ministère de la Défense nationale
	Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Services partagés Canada
	Gendarmerie royale du Canada	Gendarmerie royale du Canada Sécurité publique et Protection civile Canada
	Secrétariat du Conseil du Trésor	Secrétariat du Conseil du Trésor Ministère des Finances Secrétariat de la Commission des nominations publiques Bureau du Conseil privé Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité École de la fonction publique du Canada Office des transports du Canada Bureau du surintendant des institutions financières Canada
Oracle	Pêches et Océans Canada	Pêches et Océans Canada
	Service correctionnel du Canada	Service correctionnel du Canada
	Transports Canada	Transports Canada

SAP S4/Hana	Gestion financière du GC	<p>Agence de promotion économique du Canada atlantique</p> <p>Commission canadienne des droits de la personne</p> <p>Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes</p> <p>Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports (également appelé Bureau de la sécurité des transports du Canada)</p> <p>Commission mixte internationale</p> <p>Bureau du vérificateur général du Canada</p> <p>Commissariat au lobbying du Canada</p> <p>Commissariat à l'information</p> <p>Commissariat à la protection de la vie privée du Canada</p> <p>Commissariat à l'intégrité du secteur public*</p> <p>Diversification de l'économie de l'Ouest Canada</p> <p>Instituts de recherche en santé du Canada</p> <p>Commission canadienne de sûreté nucléaire</p> <p>Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes</p> <p>Service administratif des tribunaux judiciaires</p> <p>Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec</p> <p>Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada</p> <p>Bibliothèque et Archives Canada</p> <p>Bibliothèque du Parlement</p> <p>Commission de la fonction publique</p> <p>Office national de l'énergie</p> <p>Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</p> <p>Bureau du commissaire à la magistrature fédérale</p> <p>Bureau du directeur général des élections</p> <p>Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique</p> <p>Bureau de la Coordinatrice – situation des femmes</p> <p>Commission des libérations conditionnelles du Canada</p> <p>Bureau du secrétaire du gouverneur général</p> <p>PPP Canada (infrastructure publique, transport en commun, partenariat public-privé)</p> <p>Registraire de la Cour suprême du Canada</p> <p>Bureau du conseiller sénatorial en éthique</p> <p>Le Sénat</p> <p>Anciens Combattants Canada</p> <p>Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</p> <p>Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique</p> <p>Comité externe d'examen des griefs militaires</p> <p>Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire du Canada</p> <p>Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications</p> <p>Commissariat aux langues officielles</p> <p>Commission des champs de bataille nationaux</p> <p>Statistique Canada</p>
-------------	--------------------------	--

CHANGEMENT: 73

À l'Annexe 1, à la section 1.3 e) *Effectif de la fonction publique fédérale*,

INSÉRER :

On trouve également un ensemble de données ouvertes à propos de l'effectif historique de la fonction publique fédérale à l'adresse suivante : <http://ouvert.canada.ca/data/fr/dataset/933f8f6e-dae4-4368-a7dc-4eadc8b5ecfa>.

CHANGEMENT 74:

À l'annexe 1, 3.9 *SECTION H – GESTION DES RELATIONS AVEC LES FOURNISSEURS*, sous-section 3.9.2 *Exigences*, supprimer l'exigence H-01.15 en entier et la remplacer par ce qui suit :

Obtenir de l'information et des données sur les fournisseurs en temps quasi réel auprès de fournisseurs de contenu et de systèmes tiers (p. ex., l'Agence du revenu du Canada – ARC) et échanger cette information et ces données avec ceux-ci, entre autres, la raison sociale et le numéro d'entreprise de l'ARC.

CHANGEMENT: 75

À l'annexe 1, 3.10 *SECTION I – GESTION DES DONNÉES ET DE L'INFORMATION*, sous-section 3.10.2 *Exigences*, supprimer l'exigence I-06.13 en entier.

CHANGEMENT: 76

À l'Annexe 1, à la section 6.8.1.2 *Réalisation de la transformation d'entrée (ou exécution)*,

SUPPRIMER :

- a) exécuter le plan de transition d'entrée;
- b) cerner les zones de transition à haut risque et à incidence élevée, élaborer des stratégies d'atténuation, recommander des mesures d'atténuation et présenter les résultats au GC;
- c) documenter l'état de base, y compris les schémas de processus généraux, les procédures d'exploitation uniformisées, les niveaux de service de référence pour les utilisateurs et les activités opérationnelles. Ces données étayeront les activités de planification de la transition, de préparation, de transfert et de stabilisation;
- d) animer des ateliers dans le cadre desquels on discutera des documents de base sur les processus opérationnels, on les analysera et on les validera, en plus de déterminer les changements à apporter aux processus en fonction de l'environnement de configuration;
- e) animer des ateliers dans le cadre desquels on discutera de l'optimisation et de la restructuration des processus d'approvisionnement, on analysera ces éléments et on fera des propositions au GC.

INSÉRER :

- a) exécuter le plan de transition d'entrée;
- b) cerner les zones de transition à haut risque et à incidence élevée, élaborer des stratégies d'atténuation, recommander des mesures d'atténuation et présenter les résultats au GC;
- c) examiner et documenter l'état de base à TPSGC et les processus généraux au sein du GC (en se basant sur les processus opérationnels existants et en animant des ateliers) et documenter les écarts entre l'état de base et les processus créés par les COTS;
- d) faire des suggestions liées à l'amélioration et à la refonte des processus de bout en bout actuellement utilisés à l'échelle du GC, en incluant un modèle opérationnel (ou un modèle de capacités) et un modèle de données.
- e) animer des ateliers pour sensibiliser les participants aux processus prévus par les logiciels commerciaux (COTS) et présenter/analyser les activités d'optimisation et de refonte des processus d'approvisionnement du GC qui sont proposées.

CHANGEMENT: 77

Supprimer au complet le *Tableau 22 – Satisfaction de la clientèle, Annexe 1 – Énoncé des travaux*, et le remplacer par :

Tableau 22 – Satisfaction de la clientèle

SATISFACTION DE LA CLIENTÈLE			
Satisfaction du GC	Mesure du service	Objectif de rendement	Pourcentage de rendement par rapport aux exigences relatives aux niveaux de service
Échantillon périodique de la satisfaction des utilisateurs du Programme des approvisionnements	Taux de satisfaction du Programme des approvisionnements	Les utilisateurs du Programme des approvisionnements interrogés devraient être satisfaits ou très satisfaits	60 % (3.0 sur une échelle de 5.0)
Échantillon périodique de la satisfaction des utilisateurs du GC	Taux de satisfaction du GC	Les utilisateurs du GC interrogés devraient être satisfaits ou très satisfaits	60 % (3.0 sur une échelle de 5.0)
	Formule	Nombre de répondants affirmant être satisfaits ou très satisfaits ÷ nombre total de répondants	
	Intervalle de mesure	Utilisateurs du GC – semestriellement Utilisateurs du Programme des approvisionnements – semestriellement	
	Période visée	Utilisateurs du GC – semestriellement Utilisateurs du Programme des approvisionnements – semestriellement	
	Méthode de mesure et données de base	À déterminer, par le GC en consultation avec l'entrepreneur, après l'attribution du contrat	

CHANGEMENT: 78

Supprimer au complet le *Tableau 26 – Taux d'abandon d'appels, de l'Annexe 1 – Énoncé des travaux*, et le remplacer par :

Tableau 26 – Taux d'abandon d'appels

TAUX D'ABANDON D'APPELS		
Mesure du service	Objectif de rendement	Pourcentage de rendement par rapport aux exigences relatives aux niveaux de service
Pourcentage	S. O.	≤ 6 %
Formule	[Nombre d'appels effectués au bureau de service pendant l'intervalle de mesure qui sont abandonnés avant d'être traités par un agent - Nombre d'appels abandonnés dans les 10 secondes suivant le transfert dans la file d'attente] ÷ [Nombre total d'appels effectués au bureau de service qui sont transférés dans la file d'attente pendant l'intervalle de mesure] × 100 = Pourcentage d'abandon	
Intervalle de mesure	Mensuel	
Période de référence	Mensuelle	
Méthode de mesure et données de base	À déterminer par le GC en consultation avec l'entrepreneur après l'attribution du contrat	

CHANGEMENT: 79

À l'annexe 2 – *Sécurité et protection des renseignements personnels*, supprimer en entier i) de la description de l'exigence en matière de sécurité E2.13 et la remplacer par ce qui suit :

i) L'entrepreneur doit conserver et tenir à jour un répertoire de tous les appareils mobiles qu'il utilise pour stocker les données de la SAE de TPSGC et y accéder.

CHANGEMENT: 80

À l'annexe 2 – *Sécurité et protection des renseignements personnels*, supprimer l'exigence en matière de sécurité E2.51 en entier.

CHANGEMENT: 81

À l'annexe 2 – *Sécurité et protection des renseignements personnels*, supprimer en entier la description de l'exigence en matière de sécurité E2.36 relative à la sécurité et la remplacer par ce qui suit :

L'entrepreneur configure la SAE de TPSGC pour fournir seulement les fonctions essentielles; il interdit ou restreint expressément l'utilisation des fonctions, ports, protocoles ou services suivants, selon ce qui a été approuvé par TPSGC.

CHANGEMENT: 82

À l'Annexe 2 — *Sécurité et protection des renseignements personnels*, supprimer tout le point b) dans la description de l'exigence relative à la sécurité E2.78 et le remplacer par ce qui suit :

b) accuser réception des courriels provenant d'adresses électroniques du service de la SAE autorisées par TPSGC dans les 15 minutes suivant leur réception, et ce, en tout temps.

CHANGEMENT: 83

À l'annexe 2 – *Sécurité et protection des renseignements personnels*, supprimer en entier la description de l'exigence en matière de sécurité E2.123 et la remplacer par ce qui suit :

La SAE de TPSGC doit disposer de contrôles qui correspondent aux pratiques exemplaires de l'industrie pour gérer les attaques de type déni de service, conformément à ce qui a été convenu entre TPSGC et l'entrepreneur par l'intermédiaire du processus d'évaluation et d'autorisation de sécurité.

CHANGEMENT: 84

Dans la *pièce jointe 2 de la partie 4 – Évaluation technique*, dans la colonne « Critères d'évaluation » du critère C1.1 de la section 4. *Critères cotés*,

SUPPRIMER : Pour la section B, les projets seront évalués d'après l'échelle 1.

INSÉRER : Pour la section B, les projets seront évalués d'après l'échelle 1. La note finale pour la section B sera déterminée en attribuant une note unique pour tous les projets réunis.

CHANGEMENT: 85

À la section 7.1 Critères financiers obligatoires, de la pièce jointe 1 de la partie 4, Méthode d'évaluation et de sélection,

SUPPRIMER :

CFO 8	Le prix le plus bas pour le taux fixe quotidien tout compris du soumissionnaire pour le niveau 3 (principal) (de toutes les catégories de services professionnels soumissionner par le soumissionnaire) ne doit pas être inférieure à 50% du prix le plus cher pour le taux fixe quotidien tout compris du soumissionnaire pour le niveau 3 (principal) (de tous les services professionnels catégories soumissionner par le soumissionnaire).
-------	--

INSÉRER:

CFO 8	Pour chaque groupe, le prix le plus bas pour le taux fixe quotidien tout compris du soumissionnaire pour le niveau 3 (principal) (de toutes les catégories de services professionnels soumissionner par le soumissionnaire) ne doit pas être inférieure à 50% du prix le plus cher pour le taux fixe quotidien tout compris du soumissionnaire pour le niveau 3 (principal) (de tous les services professionnels catégories soumissionner par le soumissionnaire).
-------	--

(B) QUESTIONS**QUESTION: 198**

En ce qui concerne les services facultatifs fournis dans le cadre d'une autorisation de tâches, le tableau financier ne dispose d'aucun mécanisme pour couvrir les frais liés à l'ajout d'autres ministères ou organismes non fédéraux. TPSGC a-t-il l'intention d'avoir recours aux autorisations de tâches pour couvrir les coûts liés à ces activités, ou l'entrepreneur doit-il intégrer cette fonction au prix fixe?

RÉPONSE: 198

Pour répondre aux demandes des membres de l'industrie, qui souhaitent connaître la portée exacte des exigences, le Canada a revu les jalons et l'approche de mise en œuvre. Au terme de discussions avec de hauts responsables, le Canada a décidé de réviser les jalons et la portée de ses exigences afin de clarifier les éléments suivants :

1. Exécution des plans et mise en place de l'environnement de la solution choisie, comme le prévoient les jalons 1 et 2.
2. Implémentation d'une solution de base opérationnelle (jalon 7) au sein de TPSGC, comme le prévoient les jalons 3, 4, 5 et 6.
3. Prestation d'un nouveau service gouvernemental d'appel d'offres électronique, comme le prévoit le jalon 8.

Une fois le jalon 7 réalisé, l'entrepreneur doit déployer la SAE de sorte qu'elle soit pleinement opérationnelle dans deux autres ministères (en plus de TPSGC), comme le prévoit la base de paiement révisée.

Au terme des activités du jalon 7 et du déploiement limité de la solution de base dans deux autres instances SGFM (en plus de TPSGC) tel que décrit au paragraphe k) de la section 1.3 de l'annexe 1 – Énoncé des travaux, le Canada déterminera si la SAE atteint les objectifs visés et rendra compte des résultats à ses hauts fonctionnaires. Si ceux-ci approuvent un déploiement de la solution à plus grande échelle, le Canada sollicitera des approbations internes afin d'imposer l'adoption de la SAE à l'échelle du gouvernement et d'en faire une norme pangouvernementale d'approvisionnement.

Si l'approbation est donnée, le Canada exercera les options contractuelles afin de déployer la SAE dans le reste du gouvernement fédéral, par instance, pour les instances restantes du SGFM. On prévoit que le déploiement à l'ensemble du GC se fera sur une période de deux ans, une fois que les options commenceront à être exercées.

Consultez la section « Changements » de la présente modification de DP, qui révisé les jalons et la base de paiement.

QUESTION: 199

Le cas échéant, quel est le nombre estimatif d'utilisateurs de la SAE qui devront suivre des cours officiels donnés sur le Web ou par un instructeur?

RÉPONSE: 199

On prévoit que, avant d'accéder à la SAE, les utilisateurs devront suivre une formation obligatoire en ligne (sur ordinateur). On prévoit également que la formation donnée par l'instructeur s'adressera aux administrateurs autorisés, y compris le personnel technique du gouvernement du Canada maintenu en poste; la formation serait donnée à environ 100 utilisateurs. Veuillez consulter les sections 6.7.3, Plan de formation, et 6.7.4, Prestation de la formation, de l'annexe 1, Énoncé des travaux.

QUESTION: 200

Dans l'annexe 1 – Énoncé des travaux (EDT), partie 1, la sous-section 1.3 g) indique que la SAE devra être en mesure de prendre en charge un nombre illimité d'utilisateurs. Toutefois, pour que les soumissionnaires puissent fournir au gouvernement du Canada des réponses qui sont fondées sur des critères uniformes, des détails supplémentaires sont requis. Ces renseignements devraient permettre aux soumissionnaires d'utiliser les mêmes critères pour identifier le logiciel et justifier la tarification dans la mesure où le prix est fondé sur le nombre d'utilisateurs. Pour assurer l'efficacité de la comparaison des propositions financières, nous proposons au gouvernement du Canada de fournir le nombre estimatif d'utilisateurs internes par catégorie (p. ex. gestion de l'approvisionnement, localisation des sources d'approvisionnement et gestion des contrats) par année, ainsi que le nombre estimatif d'utilisateurs externes par année.

RÉPONSE: 200

Le Canada a révisé les jalons afin de fournir des éclaircissements à propos du déploiement de la SAE et du moment où les utilisateurs y auront accès. Consultez la section « Changements » de la présente modification de la DP, qui comprend également une ventilation des employés du Groupe de l'achat et approvisionnement, par ministère.

QUESTION: 201

Une partie importante des jalons de la base de paiement quant à la période de transition est retenue selon l'achèvement des jalons qui s'étendent sur une période de 24 mois. Les retenues s'appliquent à 100 % des frais de transition, et seulement 35 % de ces frais sont payables avant 24 mois. Lorsque les retenues sont intégrées dans la base de paiement, notre expérience est que les soumissionnaires augmentent leur prix afin d'inclure une réserve pour éventualités et le coût du capital du prix établi en vue de compenser le risque et le coût liés au report des paiements d'étape de couleur rouge, qui peuvent entraîner une augmentation importante des coûts pour l'État. Dans certains cas, lorsque les sommes reportées sont élevées et que le coût du capital est considérable, le soumissionnaire peut ne pas être en mesure de soumissionner en raison du risque et des coûts supplémentaires entraînés par ces structures de paiement d'étape. Pour ce qui est de la SAE, nous prévoyons que les soumissionnaires seront obligés d'inclure ces types de coûts dans leurs soumissions pour compenser la retenue de 65 % liée aux frais de transition sur deux (2) ans, qui entraîneront l'augmentation du prix total pour l'État. Bien que nous comprenions et acceptions la justification voulant que certaines retenues de niveau puissent être acceptées jusqu'à la pleine livraison, nous croyons que ces retenues devraient être minimales dans ce cas-ci.

Nous demandons respectueusement que la base de paiement soit modifiée afin que le soumissionnaire soit payé chaque mois, en arriérés et pour les services rendus, et de retenir 10 % de ces paiements mensuels jusqu'à l'acceptation finale de chaque jalon, et voulons savoir à quel moment la retenue serait libérée aux fins de paiement conformément à ce jalon?

RÉPONSE: 201

Le Canada a modifié le pourcentage que représente le prix de lot ferme mensuel payé à l'achèvement des jalons, afin d'augmenter la valeur des jalons précédents. Consultez la section « Changements » de la présente modification de la DP. Afin de servir les objectifs du Canada et de permettre le recouvrement des coûts par l'entrepreneur, on encourage les soumissionnaires à réaliser les jalons avant les dates cibles.

QUESTION: 202

Au vu de la section 1.2.3 (page 80) et du tableau 1 (page 82), il nous semble que les services d'approvisionnement liés aux biens de TPSGC sont obligatoires pour les ministères et les organismes, et fondés sur des seuils. D'après le tableau 1, il nous apparaît que ces ministères et organismes ne font pas partie de TPSGC. Prière de confirmer les éléments suivants :

- a) Ce que nous avons compris est juste.
- b) Des utilisateurs d'autres ministères et organismes du gouvernement procéderont-ils à l'intégration de la SAE en même temps que ceux de TPSGC?
 - i. Dans l'affirmative, TPSGC pourrait-il préciser le nombre d'autres organismes qui procédera à l'intégration durant cette période?
 - ii. Dans l'affirmative, en réponse au point b.i. ci-dessus, TPSGC pourrait-il préciser la manière dont il prévoit intégrer la SAE aux systèmes de gestion financière et de planification des ressources de l'entreprise des ministères et des organismes?

RÉPONSE: 202

a) Il est confirmé que les ministères et organismes ne faisant pas partie de TPSGC sont tenus de faire appel aux services d'approvisionnement de TPSGC pour les biens dont la valeur dépasse certains seuils.

b) Voyez les jalons révisés à la section « Changements » de la présente modification de la DP, pour savoir quand les autres ministères et organismes gouvernementaux devraient intégrer la SAE. Voyez la réponse à la question n° 73 pour savoir comment devrait fonctionner l'interopérabilité entre la SAE et les systèmes de gestion financière des ministères.

QUESTION: 203

Nous avons les deux questions suivantes concernant l'étape no 2 (point d, Environnement de la solution) de la section 6.10.2, qui précise « La SAE a franchi le jalon 3 du processus d'évaluation et d'autorisation de sécurité (EAS) » :

- a. La section 6.10.2 indique que le jalon 3 de l'EAS doit être effectué dans les six mois suivant la signature du contrat. Comme il existe des liens de dépendance avec le gouvernement du Canada dans le processus d'EAS, TPSGC pourrait-il envisager une approche plus souple qui autoriserait un éventuel retard des activités de l'entrepreneur, indépendant de sa volonté?
- b. TPSGC pourrait-il indiquer le ou les environnements (p. ex., production, reprise après sinistre, simulation, formation, essais d'acceptation par l'utilisateur et essai de chargement) à inclure à l'étape 2 de l'EAS?

RÉPONSE: 203

Veuillez consulter la section « Changements » de la présente modification de DP pour revoir les jalons et supprimer les exigences du point de contrôle 3 de l'évaluation et autorisation de sécurité (EAS) du jalon n° 2.

Conformément à la section 6.6, *Processus d'évaluation et d'autorisation de la sécurité de TPSGC* de l'énoncé des travaux et à la section 1.4 de l'annexe 2, le processus d'EAS est fondé sur le cycle de vie de l'élaboration de logiciels et, par conséquent, tient compte de la validation des environnements de production et des environnements hors production qui utilisent des données du gouvernement du Canada ou une configuration du système de la SAE, y compris les logiciels commerciaux et les composantes des logiciels personnalisés. On rappelle aux soumissionnaires que, lors du processus d'EAS, le Canada effectuera une évaluation de la sécurité pour déterminer toute lacune en matière de sécurité relative à chaque point de contrôle avant d'accorder aux soumissionnaires l'autorisation de passer à l'étape suivante. Le point de contrôle 3 de l'EAS indique l'achèvement de cette dernière; il servira de référence pour les évaluations de sécurité subséquentes. Le Canada s'attend à ce que toutes les lacunes en matière de sécurité soient comblées avant que le Canada accorde l'autorisation de sécurité liée à la solution proposée. Conformément à la section 6.6, *Processus d'évaluation et d'autorisation de la sécurité de TPSGC* de l'annexe 1 – *Énoncé des travaux*, le processus d'EAS doit être exécuté en entier, et à la satisfaction du gouvernement du Canada, avant de commencer toute activité opérationnelle (p. ex., projets pilotes, entrée en service, etc.), y compris la production, les transactions et la collecte de données. Ensuite, après chaque version ou mise en œuvre de la gestion de changement, le processus d'EAS doit être répété et documenté.

QUESTION: 204

L'exigence H.01-15 prévoit ce qui suit : « Extraire des renseignements et des données sur les fournisseurs en temps quasi réel de renseignements équivalents provenant de tiers fournisseurs de contenu et de systèmes de tiers (p. ex., Agence du revenu du Canada, SAP), communiquer et valider ces renseignements, et assurer l'intégrité des données entre les différents systèmes, notamment la dénomination sociale et le numéro d'entreprise – approvisionnement. ». Veuillez confirmer les points suivants :

- a. La validation en temps quasi réel est-elle requise pendant le processus initial d'inscription du fournisseur?
- b. La validation en temps quasi réel est-elle requise chaque fois que le dossier et les coordonnées d'un fournisseur sont mis à jour?

RÉPONSE: 204

L'exigence concernant la validation en temps quasi réel a été supprimée. Veuillez consulter la modification apportée à l'exigence H.01-15 à la section « Changements » de la présente modification de DP.

QUESTION: 205

Le point 02 de la section 4.3 (Annexe 1) indique ce qui suit : « L'entrepreneur doit fournir une solution qui comporte des fonctions visant à permettre l'interopérabilité avec le système ministériel de gestion des finances [...] ». Nous comprenons que la solution doit pouvoir s'intégrer aux diverses applications du système ministériel de gestion des finances (SMGF). Toutefois, la DP n'est pas claire quant aux composantes du SMGF à inclure dans le prix de lot ferme. Veuillez confirmer si le prix de lot ferme doit comprendre le déploiement de composantes d'un SGFM autres que celles du SGFM de TPSGC.

RÉPONSE: 205

Conformément à la version révisée des jalons et de la base de paiement, à la section « Changements » de la présente modification de la DP, le prix de lot ferme pour la phase de transition à la SAE et le prix de lot ferme mensuel pour la phase opérationnelle de la SAE doit tenir compte de l'interopérabilité entre la SAE et le SGFM de TPSGC. L'intégration à d'autres instances SGFM doit être incluse dans le prix de lot ferme pour la phase de transition à la SAE pour les instances SGFM et le prix de lot ferme mensuel pour la phase opérationnelle pour les instances SGFM, par instance, tel qu'indiqué dans l'annexe 3 - Barème de prix et la base de paiement à la partie 7 de la DP.

QUESTION: 206

La section 1.2.2 de l'Annexe 1 prévoit ce qui suit : « Une fois la SAE opérationnelle, les autres ministères et organismes du gouvernement du Canada peuvent, à leur discrétion, commencer à l'utiliser pour gérer des contrats et activités de sélection des fournisseurs au sein de leurs propres délégations ministérielles. » Veuillez confirmer que le prix de lot ferme doit comprendre le déploiement de la SAE pour des contrats et activités de sélection des fournisseurs de TPSGC uniquement.

RÉPONSE: 206

Conformément à la version révisée des jalons, à la section « Changements » de la présente modification de la DP, le prix de lot ferme de la transition d'entrée devrait prévoir le déploiement des systèmes de gestion des contrats et des approvisionnements au sein de TPSGC et de deux autres ministères seulement, tel que décrit au paragraphe k) de la section 1.3 de l'annexe 1 – Énoncé des travaux.

QUESTION: 207

La section 3.5 de l'Annexe 1 fait référence aux utilisateurs du gouvernement du Canada capables d'effectuer des activités de gestion de l'approvisionnement. Cependant, la DP ne fournit aucun renseignement sur les ministères et les organismes qui utiliseront la SAE, le nombre d'utilisateurs ou la date à laquelle ils commenceront à l'utiliser. D'après la conférence des soumissionnaires, il nous semble que la vision relative à la solution finale inclut le déploiement du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement et les fonctions d'achat à la commande à l'échelle du gouvernement du Canada. Toutefois, la DP n'est pas claire quant à la mesure dans laquelle ce déploiement doit être inclus dans le prix de lot ferme. Veuillez confirmer si les soumissionnaires doivent présumer que tous les utilisateurs du gouvernement du Canada, dans l'ensemble des ministères, auront accès à la SAE dans un délai de 36 mois au plus, et, le cas échéant, fournir une ventilation du nombre d'utilisateurs et des rôles par ministère.

RÉPONSE: 207

Voyez les jalons et la base de paiement révisés à la section « Changements » de la présente modification de la DP, pour savoir quand les autres ministères et organismes gouvernementaux devraient intégrer la SAE, et connaître la portée de chaque prix du barème de prix et de la base de paiement.

Même si l'on ne prévoit pas que tous les employés du GC vont utiliser la SAE, celle-ci doit être accessible à tous.

On peut faire une estimation du nombre d'utilisateurs et des rôles par ministère en se reportant à la *section 1.3e) Effectif de la fonction publique fédérale* et à la *section 1.3g) Base d'utilisateurs au GC*.

En outre, veuillez-vous reporter à la réponse à la question n° 200 pour connaître la ventilation historique des agents d'approvisionnement par ministère.

QUESTION: 208

H-01.15 – Ce critère obligatoire exige des renseignements détaillés pour garantir la conformité. Recommandez que cette exigence soit transformée en exigence cotée et que des scénarios précis pour la notation soient fournis.

RÉPONSE: 208

Cette exigence a été modifiée aux fins de clarté. L'exigence restante demeure obligatoire et aucun scénario précis de notation ne doit être fourni. Veuillez consulter la modification apportée à l'exigence H.01-15 à la section « Changements » de la présente modification de DP.

QUESTION: 209

Le jalon no 2, défini dans la section 6.10.2 de l'annexe 1, indique que l'entrepreneur doit livrer « les fonctionnalités et objectifs décrits dans la partie 3 : Exigences fonctionnelles, et dans la partie 4 : Exigences techniques, et que les fonctionnalités sont prêtes à être configurées, intégrées et mises à l'essai dans les deux langues officielles ». TPSGC pourrait-il confirmer ses attentes quant au fonctionnement de la solution fournie dans le cadre du jalon no 2? Le but est-il seulement que l'entrepreneur installe la fonctionnalité prête à l'emploi dans l'environnement?

RÉPONSE: 209

Le jalon 2 prévoit que l'entrepreneur doit proposer pour la solution un environnement prêt pour la configuration, l'intégration et la mise à l'essai dans les deux langues officielles. Selon la solution proposée par l'entrepreneur, celui-ci peut livrer un logiciel commercial (COTS) ou prévoir d'autres travaux garantissant que la solution sera prête à être configurée, intégrée et mise à l'essai conformément aux exigences en vigueur. Pour plus de détails, veuillez-vous reporter aux jalons révisés à la section « Changements » de la présente modification de la DP.

QUESTION: 210

Même si la plupart des zones de la partie 3 : Exigences fonctionnelles sont explicitement incluses dans les Jalons définis à la section 6.10, certaines zones de la partie 3 : Exigences fonctionnelles et toutes les zones de la partie 4 : Exigences techniques ne sont pas incluses dans des jalons précis et sont considérées par l'entrepreneur comme étant requises avant le jalon no 7. TPSGC pourrait-il désigner les jalons qui devraient inclure la configuration, l'intégration et la mise à l'essai des exigences dans les zones suivantes :

- a) Section 3.10 – Gestion des données et de l'information;
- b) Section 3.11 – Gestion des utilisateurs;
- c) Toutes les sections de la partie 4 : Exigences techniques?

RÉPONSE: 210

Veuillez consulter la modification apportée aux jalons à la section « Changements » de la présente modification de la DP.

QUESTION: 211

La section 3.3.2, Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG) de l'annexe 1 décrit la fonctionnalité requise pour le SEAOG et est incluse dans le jalon no 4, défini à la section 6.10.4. Les exigences du SEAOG sont incluses dans la section 3.3.3 – Exigences du portail, et numérotées de B-05.00 à B-05.08, tandis que la section 3.3.3 est incluse dans le jalon no 3, défini à la section 6.10.3. TPSGC pourrait-il préciser quel jalon devrait inclure la fonctionnalité du SEAOG?

RÉPONSE: 211

On a créé un nouveau jalon pour le SEAOG. Veuillez-vous reporter aux jalons révisés à la section « Changements » de la présente modification de la DP.

QUESTION: 212

TPSGC est disposé à utiliser un système partagé pour prendre en charge la SAE. Le facteur important est de maintenir la séparation des données entre d'autres clients et TPSGC. Le déploiement d'un système de gestion des services de technologie de l'information (GSTI) dédié est très onéreux pour tout modèle de coûts. Le recours à un système partagé réduirait drastiquement le délai de mise en œuvre, les coûts ponctuels et les coûts permanents. TPSGC accepterait-il de recourir à un système partagé, où les données sont limitées de manière logique, à l'aide de permissions d'accès au niveau des lignes dans la GSTI et où l'accès est accordé selon l'accès de l'entreprise dans les profils d'utilisateur de la GSTI?

RÉPONSE: 212

Oui, l'utilisation d'un système de gestion des services de technologie de l'information serait acceptable si la séparation des données pouvait être effectuée par séparation logique ou physique, ou les deux, le cas échéant, dans la solution proposée par le soumissionnaire. La solution doit respecter les exigences relatives à la sécurité de la SAE.

QUESTION: 213

Dans sa réponse à la question 36 dans la modification 005, daté du 17/05/2016, TPSGC a fourni des directives claires sur l'application des accords sur les niveaux de service à l'environnement de reprise après sinistre. TPSGC pourrait-il être aussi clair à propos des environnements hors production suivants :

- a) Essai de contrôle/EAU;
- b) Simulation;
- c) Mise à l'essai du chargement;
- d) Formation;
- e) Élaboration?

RÉPONSE: 213

Les accords sur les niveaux de service ne s'appliquent pas aux environnements hors production; toutefois, tout environnement hors production qui utilise des données du gouvernement du Canada ou qui comprend une configuration du système de la SAE, y compris les logiciels commerciaux et les composantes des logiciels personnalisés, doit être conforme aux exigences relatives à la sécurité qui figurent à l'annexe 2.

QUESTION: 214

Pièce jointe 1 de la partie 4; C5 : Plan de sécurité; le critère coté 5.1 stipule que : « *Pendant la durée du contrat, le soumissionnaire devrait démontrer sa capacité à répondre aux exigences de sécurité de la TI en maintenant des politiques et des procédures de sécurité de la TI et en fournissant des éléments probants prouvant l'existence de politiques et de procédures qui respectent les familles de contrôle de sécurité décrites à l'Annexe 2 du document ITSG-33.* »

Étant donné la difficulté à gérer les contrôles de sécurité pendant la phase de planification opérationnelle d'un projet, nous comprenons et apprécions que l'État recherche un niveau d'assurance portant sur la sécurité de la solution du soumissionnaire et l'exploitation de cette solution pendant le processus de demande de propositions. Toutefois, nous avons conclu que recueillir et documenter des politiques et processus pour répondre à chacun des 173 objectifs de contrôle précisés dans la demande de propositions nécessiteraient beaucoup d'efforts. En outre, d'après notre expérience, nous savons que les objectifs de contrôle évolueront pendant le cycle de vie d'une mise en œuvre et entraîneront donc un nouveau travail, s'ils sont atteints trop tôt dans le processus. Enfin, nous croyons que les attestations décrites en C5.7 fournissent suffisamment de garanties qu'une Matrice de traçabilité des exigences relatives à la sécurité, qui gère les 173 objectifs de contrôle, peut être remplie durant la période de planification opérationnelle de quatre mois. Par conséquent, nous suggérons que l'État supprime l'exigence cotée 5.1.

RÉPONSE: 214

Le critère d'évaluation C5.1 permettra d'évaluer, par exemple, la rigueur et l'efficacité dont le soumissionnaire a fait preuve pour atteindre le niveau de sécurité représenté par les familles de contrôle de sécurité décrites à la section 1.7 et au tableau 1 de l'annexe 2 – *Sécurité et protection des renseignements personnels* du présent appel d'offres et du document ITSG – 33. La mesure dans laquelle les soumissionnaires décident de fournir le niveau de détail décrit à la question susmentionnée (qui fait partie des exigences de présentation relatives à ce critère) peut avoir une incidence sur la note obtenue pour le critère d'évaluation C5.1. On s'attend également à ce que l'adaptation du processus, des procédures et des politiques actuels du soumissionnaire visant à satisfaire aux exigences en matière de sécurité ait lieu pendant les phases d'EAS.

QUESTION: 215

Pour donner suite à la question n° 207, veuillez fournir le nombre d'utilisateurs internes qui devraient être supposés, pour la tarification, pour chaque année de la phase opérationnelle. Ce nombre a une incidence sur les coûts logiciels et d'assistance et, sans cette information, les soumissionnaires doivent supposer le nombre d'utilisateurs. Baser l'approvisionnement en partie sur les suppositions implicites du soumissionnaire à propos de cette mesure indispensable pourrait entraîner un risque en aval pour l'État.

RÉPONSE: 215

Reportez-vous à la réponse à la question n° 207.

QUESTION: 216

Les soumissionnaires sont invités à confirmer qu'ils respectent toutes les exigences de l'annexe 1 de la demande de propositions. Cependant, la demande de propositions ne présente aucune structure dans laquelle noter toute hypothèse qu'aurait faite un fournisseur pour déterminer son adéquation. La question 47 de l'amendement 5 indique que le risque lié à cette démarche sera partiellement atténué par la validation de la proposition. Toutefois, cette validation évaluera uniquement un petit sous-ensemble de la fonctionnalité de la solution. Veuillez préciser de quelle manière l'État prévoit gérer tout désaccord éventuel, pendant la passation de marché ou la prestation, lié aux détails de la façon dont un soumissionnaire/entrepreneur envisage de respecter une exigence.

RÉPONSE: 216

Les soumissionnaires ne doivent pas formuler d'hypothèses lorsqu'ils préparent leur soumission puisque le Canada risque de les interpréter comme des conditions liées à leur soumission. Si une exigence n'est pas claire, les soumissionnaires doivent demander des précisions au moyen du processus de demandes de renseignements décrit à la section 2.3 *Demandes de renseignements – en période de soumission* de la DP. Les soumissionnaires doivent aussi prendre note que la portée du contrôle de la validation de la soumission est plus grande que celle des exemples limités présentés à l'origine dans la DP. Si l'entrepreneur ne se conforme pas à tous les éléments requis dans l'énoncé des travaux, le Canada se réserve le droit de « *revendiquer les droits du Canada ou d'exercer un recours en vertu du contrat ou de la loi, y compris de résilier le contrat pour manquement en vertu de l'article intitulé "Manquement de la part de l'entrepreneur"* ».

QUESTION: 217

Des données pourraient être rendues publiques ou divulguées à des concurrents pendant la durée du contrat en raison d'atteintes à la sécurité, sans qu'il y ait faute de la part de l'entrepreneur. Si des données étaient compromises et que cette situation était susceptible d'entacher la réputation ou de miner les moyens de subsistance de fournisseurs du gouvernement canadien ou de gouvernements étrangers, l'État pourrait-il nous indiquer où nous pouvons accéder aux instruments de sécurité industrielle bilatéraux et internationaux qu'il a négociés avec chacun des pays étrangers concernés?

RÉPONSE: 217

Le Canada n'est pas en mesure de fournir aux soumissionnaires un accès aux instruments de sécurité industrielle bilatéraux et internationaux. Toutefois, les soumissionnaires peuvent trouver de l'information sur les relations internationales de la sécurité industrielle du Canada et les instruments connexes à l'adresse suivante : <http://iss-ssi.pwgsc-tpsgc.gc.ca/gvrnmnt/risi-iisr-fra.html>.

QUESTION: 218

La modification 8, changement 27 se lit comme suit : « *Crédits de paiement maximum : Les crédits de paiement maximum par mois sont plafonnés à 15 %. Toutefois, si des crédits de paiement sont engagés pour trois mois consécutifs, le plafond pour les crédits de paiement maximum au cours du troisième mois sera augmenté pour passer de 15 % à 30 %, et sera maintenu à 30 % pour chaque mois de la période de 12 mois subséquente.* » Veuillez clarifier si le crédit de paiement majoré s'applique également dans le cas d'une défaillance liée à un besoin de niveau de service précis pour trois mois consécutifs, ou s'il s'applique dans le cas d'une défaillance liée à n'importe quel besoin de niveau de service durant trois mois consécutifs.

RÉPONSE: 218

Le crédit de paiement élevé s'appliquera si les exigences relatives aux niveaux de service ne sont pas respectées pendant trois mois consécutifs.

QUESTION: 219

Pour la modification n° 8, la réponse 73 précise que la SAE devra être compatible avec les instances de SAP existantes. Veuillez préciser si « compatible » signifie que les systèmes doivent être capables de communiquer, ou si le prix forfaitaire doit inclure le déploiement des intégrations entre la SAE et les 18 instances du SGFM. Si c'est le cas, veuillez préciser comment ces intégrations pourront être déployées dans un délai maximal de 36 mois, dans le contexte du plan d'implémentation de deux à trois ans de la Suite 4.

RÉPONSE: 219

Consultez la section « Changements » de la présente modification de la DP, qui révisé les jalons et la base de paiement et clarifie le mode de déploiement de la SAE dans les instances du SGFM.

À l'annexe 5 – Glossaire, « Interopérabilité » est défini comme suit : « *Capacité qu'ont les différents systèmes et applications à communiquer, à échanger des données et à utiliser les renseignements qui ont été échangés.* » Si l'intégration est nécessaire pour que l'interopérabilité soit effective, l'entrepreneur doit procéder à cette intégration.

QUESTION: 220

Pour la modification n° 8, la réponse 73 précise ceci : « *Le Canada prévoit qu'au cours des 2 à 3 prochaines années, les anciens systèmes de PRE, qui représentent environ 45 ministères et organismes, seront transférés vers une solution SAP S/4HANA à venir dans le cadre de l'initiative de transformation de la gestion financière.* » Étant donné que cette échéance correspond à celle du déploiement de la SAE, veuillez confirmer les éléments suivants :

- a) Tout changement touchant l'intégration nécessaire après le déploiement initial, y compris ceux qui touchent l'évolution de l'environnement des systèmes du GC, sera mis en œuvre grâce à un processus de gestion du changement qui aura un impact sur le budget.
- b) Toutes les activités de l'entrepreneur visant à faciliter l'intégration aux SGFM, qui pourraient être nécessaires compte tenu de l'intégration des solutions, seront gérées grâce à un processus de gestion du changement.

RÉPONSE: 220

Consultez la section « Changements » de la présente modification de la DP, qui révisé les jalons et clarifie le mode de déploiement de la SAE dans les instances du SGFM.

a) Le Canada confirme que les changements touchant l'intégration nécessaires après le déploiement initial seront gérés grâce au processus des autorisations de tâches, et soumis aux frais liés aux services professionnels.

b) Le Canada confirme que le GC exige de l'entrepreneur qu'il facilite l'initiative de transition des ministères et des organismes à la solution SAP S4/Hana. Il sollicitera des services par le biais d'une autorisation de tâches, comme le prévoit la section 7.1.2, *Services supplémentaires de gestion du changement et de soutien à la transformation des activités*.

QUESTION: 221

Pour la modification n° 8, la réponse 73 précise ceci : « *Le Canada prévoit qu'au cours des 2 à 3 prochaines années, les anciens systèmes de PRE, qui représentent environ 45 ministères et organismes, seront transférés vers une solution SAP S/4HANA à venir dans le cadre de l'initiative de transformation de la gestion financière.* » Étant donné que cette échéance correspond à celle du déploiement de la SAE, veuillez confirmer que toutes les activités de l'entrepreneur visant à faciliter l'intégration aux SGFM, qui seront dans doute nécessaires compte tenu de l'intégration des solutions, seront gérées grâce à un processus de gestion du changement.

RÉPONSE: 221

Veuillez-vous reporter à la réponse à la question n° 220.

QUESTION: 222

Dans la modification 008, à la réponse 73, on indique que « *[b]ien que la compatibilité entre la SAE et le SMGFM sera assurée par l'intermédiaire de la solution Enterprise Service Bus (ESB) du GC, le Canada peut, à sa seule discrétion et si cela est judicieux, évaluer d'autres solutions potentielles du GC (p. ex. l'outil Process Orchestration) dans SAP aux fins d'utilisation, à ce moment-là.* » La solution que nous proposons pourrait inclure une intégration directe entre la SAE et les applications SMGFM SAP. Le cas échéant, le recours à la solution ESB comme mécanisme d'interopérabilité demeure-t-il obligatoire?

RÉPONSE: 222

Dans la modification 8, à la réponse 73, on indique que le Canada pourra, à sa seule discrétion et si cela est judicieux, évaluer d'autres solutions potentielles du GC aux fins de l'interopérabilité entre la SAE et le SMGFM. Si le Canada accepte une telle solution de rechange, il est possible que l'ESB du GC ne soit plus nécessaire afin d'assurer l'interopérabilité avec les applications du SMGFM SAP.

QUESTION: 223

Pour la modification n° 8, la réponse 74 précise ceci : « L'entrepreneur devrait veiller à ce que la SAE n'entraîne pas un dédoublement des données, et il doit s'assurer que les données proviennent du système de dossiers approprié. » Étant donné qu'il y aura nécessairement un dédoublement des données entre la SAE et le SGFM (p. ex., si un bon de commande est créé dans la SAE et transféré dans le SGFM), veuillez confirmer que l'utilisation de « devrait » au lieu de « doit » indique que les soumissionnaires devraient y voir un principe directeur, et non une exigence impérative.

RÉPONSE: 223

Le Canada confirme l'utilisation de « devrait » comme un principe directeur, et non une exigence impérative, dans la réponse n° 74 fournie pour la modification n° 008.

QUESTION: 224

Pour la modification n° 8, la réponse 75 précise ceci : « Conformément à la section 6.8.1.2, *Réalisation de la transition d'entrée (ou exécution)*, l'entrepreneur doit animer des ateliers (résultats attendus : modèle opérationnel ou modèle des capacités, et modélisation des données) avec le GC et proposer une optimisation (à la suite des principes de « gestion allégée » et du flux de travail intégré de bout en bout) et la restructuration des processus. » Les résultats indiqués ne relèvent pas de la portée de la DP; veuillez confirmer qu'il s'agit de produits livrables du GC.

RÉPONSE: 224

Veuillez-vous reporter à la réponse à la question n° 225.

QUESTION: 225

Les produits livrables exigés de l'entrepreneur à la section 6.8.1.2 de l'annexe 1 ne sont pas clairs. Veuillez confirmer quels produits livrables les soumissionnaires devraient inclure dans le tarif forfaitaire. Il y a deux scénarios possibles :

a) Animer des ateliers afin de sensibiliser les participants aux processus prévus par les logiciels commerciaux (COTS) et, compte tenu de la configuration de ces logiciels, faire des suggestions liées à l'amélioration et à la refonte des processus actuellement utilisés à l'échelle du GC.

b) Pour chaque ministère visé par la portée : documenter les processus actuels et les écarts entre l'état actuel et les processus que créeront les futurs COTS, et revoir les actuels processus pour les adapter à la situation future.

RÉPONSE: 225

Consultez la section « Changements » de la présente modification de la DP, qui clarifie l'exigence.

QUESTION: 226

Les soumissionnaires devraient-ils présumer que la fonctionnalité d'effectif occasionnel sera utilisée uniquement pour de nouvelles conventions collectives, ou bien l'État s'attend-il à ce que les conventions et les contrats existants soient migrés, puis soutenus par la solution retenue?

RÉPONSE: 226

TPSGC a élaboré une nouvelle *stratégie d'approvisionnement pour les Services d'aide temporaire* (que l'on appelle « effectif occasionnel » dans la question) de concert avec l'industrie et les clients. Avant de mettre au point la stratégie, les fonctionnalités de la SAE seront analysées afin de déterminer si des changements doivent y être apportés. Par conséquent, on ne sait pas pour le moment si les méthodes d'approvisionnement actuelles des Services d'aide temporaire seront transférées dans la SAE.

QUESTION: 227

À la modification 8, section 6.13.3.2., il y a un écart entre la cible de rendement énoncée pour les besoins de niveau de service et la plage à laquelle s'appliquent les crédits. Veuillez réviser la cible, de 70 % à 60 %, ou préciser si une pénalité s'applique dans le cas d'un niveau de « moins de 70 %, mais au moins 60 % ». »

RÉPONSE: 227

L'objectif de rendement des exigences relatives aux niveaux de service a été ramené à 60 %. Veuillez-vous reporter à la modification dans la section « Changements » de la présente modification de la DP.

QUESTION: 228

La section 1.3, Données volumétriques, paragraphe i) précise que « TPSGC gère 183 000 dossiers de fournisseurs dans sa base de données existante Données d'inscription des fournisseurs. » Combien, parmi ces 183 000 fournisseurs, ont été actifs auprès du Ministère au cours des douze derniers mois? Autrement dit, combien de fournisseurs actifs y a-t-il actuellement dans le système?

RÉPONSE: 228

Au cours des 12 derniers mois, 10 476 fournisseurs ont été actifs auprès du Ministère. Aux fins de la présente réponse, on entend par fournisseur actif un fournisseur auquel le Ministère a attribué un contrat, une offre à commandes, une commande subséquente à une offre à commandes ou encore une modification à un contrat en vigueur durant l'exercice financier 2015-2016. Sont exclus les fournisseurs ayant répondu à un appel d'offres, mais qui ne se sont pas vu attribuer de contrat.

QUESTION: 229

Le paragraphe j) à la section 5.6.4.1, Généralités, indique que « le service de gestion des services de TI proposé doit prendre en charge les communications avec d'autres fournisseurs de services gérés et avec la gestion des services de TI du GC au niveau de l'API ». Veuillez décrire une intégration avec un autre fournisseur de services gérés qui doit être incluse dans la proposition à prix forfaitaire, en indiquant les éléments de données qu'il faut prendre en charge.

RÉPONSE: 229

Veuillez-vous reporter à la réponse à la question n° 231.

QUESTION: 230

TPSGC peut-il préciser s'il exige que le bureau de service de la SAE accepte les appels provenant d'utilisateurs non authentifiés qui ont consulté le site public? S'il s'agit effectivement d'une exigence, TPSGC peut-il fournir le volume de tels appels actuellement géré dans le système?

RÉPONSE: 230

Veuillez-vous référer à la réponse à la question n° 60. On s'attend à ce que le bureau de service de la SAE accepte les appels provenant d'utilisateurs non authentifiés qui ont consulté le site public. Il n'est pas possible de répartir par type les volumes d'appels, comme il est demandé à la question n° 60.

QUESTION: 231

À l'article j de la section 5.6.4.1 de l'annexe 1, on précise : « le service de gestion des services de TI proposé doit prendre en charge les communications avec d'autres fournisseurs de services gérés et avec la gestion des services de TI du GC au niveau de l'API ». Nous avons les questions suivantes à ce sujet :

- i. L'exigence se résume-t-elle à offrir des API à d'autres fournisseurs de services ainsi qu'à la GSTI du GC de façon à leur permettre de créer des interfaces avec le système de l'entrepreneur?
- ii. L'exigence consiste-t-elle à créer une interface parfaitement fonctionnelle avec l'une des SAE de la GSTI? Le cas échéant, de quel outil s'agit-il?
- iii. Si l'exigence n'est pas celle décrite en ii, combien d'interfaces l'entrepreneur doit-il créer, et vers quel outil?

RÉPONSE: 231

L'intégration du système de gestion des services de TI de l'entrepreneur à ceux du GC n'est pas exigée pour la transition vers la SAE et ne doit pas être incluse dans les honoraires fixes de la phase opérationnelle de la SAE. Si une telle intégration devenait nécessaire par la suite, le GC aura recours au processus d'autorisation de tâches, selon les besoins et sur la base des taux quotidiens fixes tout compris indiqués à l'*annexe 3 – Barème de prix*.

QUESTION: 232

Au paragraphe d) de la section 6.10.2, Jalon 2, de l'annexe 1, on indique que le service doit avoir franchi le point de contrôle 3 du processus d'évaluation et d'autorisation de sécurité de TPSGC, qui valide le fonctionnement des contrôles de sécurité selon les documents de conception approuvés. Pourriez-vous clarifier les éléments suivants afin d'orienter l'élaboration de notre plan de projet :

- i. La validation du processus d'évaluation et d'autorisation de sécurité, au jalon 2, doit-elle porter sur tous les environnements, notamment ceux de production, de reprise après sinistre, de formation, d'essais d'acceptation par l'utilisateur, d'essais de chargement et d'essais unitaires?
- ii. Comme les fonctionnalités ne sont pas toutes exigées au jalon 2 (p. ex., SEAOG), s'agit-il, au terme de ce jalon, d'avoir installé et bien préparé le logiciel, sans toutefois le configurer?
- iii. À la livraison d'autres fonctionnalités aux jalons ultérieurs, faudra-t-il franchir un nouveau point de contrôle 3 du processus d'évaluation et d'autorisation de sécurité avant l'achèvement de chaque jalon?

RÉPONSE: 232

Pour mieux comprendre les exigences relatives au jalon 2, consultez la section « Changements » de cette modification à la DP, ainsi que la réponse à la question n° 209.

De plus, d'après la section 6.6, Processus d'évaluation et d'autorisation de sécurité de TPSGC ainsi que la section 1.4 de l'annexe 2, le processus d'EAS repose sur le Cycle de vie de développement des systèmes. Il inclut donc la validation des environnements de production et hors production qui contiennent des données du GC ou les paramètres du système de la SAE, dont les composantes logicielles de base et personnalisées. Le processus d'évaluation et d'autorisation de sécurité doit être exécuté dans son intégralité, et à la satisfaction du GC, avant le début de toute activité opérationnelle (p. ex. projet pilote, entrée en service) qui comprend des données et des transactions de production. Par conséquent, à chaque mise en œuvre ou étape de gestion du changement, il faut reprendre et consigner le processus d'EAS.

QUESTION: 233

À la modification 008 de la section 6.13.3.8, on précise : « [Nombre de cas traités au bureau de service pendant l'intervalle de mesure qui sont résolus par l'agent qui a initialement traité le cas et qui ne nécessitent pas de rappel] ». D'après ce que nous en comprenons, le bureau de service recevra des appels à propos de questions de fonctionnement ou de technologie (p. ex. comment soumettre une DP). Veuillez confirmer que les questions relatives au programme, qu'il faut transférer à l'État, ne feront pas partie du calcul.

RÉPONSE: 233

Oui. TPSGC confirme que les questions relatives au programme, transférées à l'État, ne feront pas partie de ce calcul.

QUESTION: 234

À l'annexe 1, on semble utiliser les termes « palier » et « niveau » pour désigner la même chose; voir 5.6.4.6 c) et 6.7.3 m). Veuillez confirmer que ces mots ont la même signification. Sinon, veuillez clarifier leur sens.

RÉPONSE: 234

Oui, les termes « soutien de palier 1, 2 ou 3 » et « soutien de niveau 1, 2 ou 3 », dans le contexte du bureau de service, signifient la même chose.

QUESTION: 235

À propos de la section 6.13.3.9, veuillez nous indiquer si l'État acceptera que des incidents soient placés « en attente » – ce qui aura pour effet d'arrêter l'horloge servant au calcul du temps de résolution de l'incident – selon le degré de complexité de la solution à mettre en œuvre, la nécessité de s'entendre quant à la cause du problème ou des contraintes comme le calendrier de mise en production.

RÉPONSE: 235

Selon le processus de gestion des incidents de l'entrepreneur et les niveaux de service qui y sont associés, le GC pourra envisager la mise « en attente » de certains incidents, conformément aux pratiques de l'ITIL.

QUESTION: 236

À propos de la section 6.13.3.9, veuillez préciser à quel moment on peut considérer un incident comme étant résolu. Par exemple, est-ce le cas dès que le correctif a été validé dans l'environnement d'essais, quand il est déployé en production, ou encore après son acceptation par l'État?

RÉPONSE: 236

D'après l'ITIL, un incident est considéré comme étant « résolu » lorsque le bureau de service a confirmé cette résolution et que le service offert à l'utilisateur a été restauré au niveau de service approprié.

QUESTION: 237

La modification 008 remplace la section 6.13 de la DP. Toutefois, elle n'explique pas les répercussions sur le tableau 18 de la section 5.6.4.4 de l'annexe 1. Veuillez confirmer comment le tableau 18 devrait être interprété conformément à la modification 008.

RÉPONSE: 237

Dans la modification apportée à la section 6.13, on a remplacé le terme « gravité » par « priorité », par souci d'uniformité avec la partie 5, *Exigences non fonctionnelles, de l'annexe 1, Énoncé des travaux*, y compris le *tableau 18*.

QUESTION: 238

Concernant la modification 5, réponse 48, « *Oui. Il y a d'autres exigences obligatoires dans la DP, et les soumissionnaires doivent examiner attentivement cette dernière pour cibler toutes les exigences obligatoires et veiller à respecter chacune d'elles.* » Nous demandons que l'État identifie clairement toute exigence obligatoire d'une manière cohérente (c.-à-d. en fournissant un graphique ou un tableau qui indique clairement ces « autres » exigences obligatoires de la pièce jointe 2 de la partie 4, section 3 – Critères techniques obligatoires). Nous estimons que la méthode actuelle consistant à disperser les exigences dans la DP accompagnées du mot « doit » ou « doivent », ou de mots similaires, compromet la compréhension entre le soumissionnaire et l'État.

RÉPONSE: 238

Le Canada s'efforce d'énoncer clairement les exigences obligatoires concernant le processus de sélection (p. ex., les critères techniques obligatoires, les critères financiers obligatoires, les notes de passage cotées, la partie 5 – Attestations, etc.). Les soumissionnaires sont tenus d'examiner attentivement la DP (p. ex., l'annexe 1 et l'annexe 2) pour conformer à tous les autres éléments obligatoires.

QUESTION: 239

En E2.13, à la section 1, Exigences relatives à la sécurité, de l'annexe 2, on indique : « L'entrepreneur doit mettre en œuvre une politique sur les appareils mobiles applicable à la SAE de TPSGC; cette politique doit comprendre au minimum ce qui suit : » et, au paragraphe i, « l'entrepreneur doit conserver et tenir à jour un répertoire de tous les appareils mobiles utilisés pour stocker les données de la SAE de TPSGC et y avoir accès ». Pouvez-vous donner des précisions sur ce qui suit :

a) Cette politique s'applique-t-elle aux appareils mobiles ainsi qu'aux utilisateurs au gouvernement du Canada? Le cas échéant, TPSGC assume-t-il la responsabilité d'établir les rapports et de surveiller l'application conforme de ladite politique?

b) En E2.13, les exigences envers l'entrepreneur s'appliquent-elles également aux sous-traitants dans la chaîne d'approvisionnement du soumissionnaire?

RÉPONSE: 239

a) La politique sur les appareils mobiles s'applique à tous les appareils mobiles fournis par l'entrepreneur. Ces appareils doivent être gérés par l'entrepreneur.

b) Oui, l'entrepreneur et tous les sous-traitants doivent adhérer aux dispositions du contrat et aux exigences relatives à la sécurité, telles qu'elles sont décrites dans la DP de la SAE et dans toute la mesure du rôle qu'ils jouent dans la SAE proposée.

Reportez-vous à la section « Changements » de la présente modification de la DP.

QUESTION: 240

À la section 4.2.1.2, on peut lire que le Canada avisera le soumissionnaire s'il a des « *préoccupations* » au sujet de l'interface SCSI soumise, mais que dans certains cas (pour des raisons de sécurité nationale) « [...] *le soumissionnaire ne connaîtra pas les raisons sous-jacentes des préoccupations du Canada* [...] ». Bien que l'État avise le soumissionnaire et offre à celui-ci une occasion de soumettre une interface SCSI révisée, aucun changement ne pourra être apporté à la soumission technique ou à la soumission financière. Ces conditions semblent indiquer que le Canada pourrait, en fait, rejeter une soumission sans donner de raison, ou forcer un soumissionnaire à se retirer de l'évaluation. Pour faire en sorte que les soumissions technique et financière concordent avec l'évaluation de l'interface SCSI, nous demandons que l'État clarifie les critères qui sont utilisés pour évaluer l'interface SCSI proposée par le soumissionnaire.

RÉPONSE: 240

Conformément à la section 3.2.1 de la DP, le Canada évaluera l'information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement du soumissionnaire en évaluant « [...] *si, à son avis, la chaîne d'approvisionnement proposée par un soumissionnaire pourrait faire en sorte que la solution d'approvisionnement électronique proposée par le soumissionnaire compromette ou serve à compromettre l'intégrité de la sécurité du matériel, des micrologiciels, des logiciels, des systèmes ou des renseignements lui appartenant* [...] ». L'évaluation est fondée sur les risques.

QUESTION: 241

L'exigence E2.51, à l'annexe 2, nous paraît incomplète. Veuillez préciser l'objet de cette exigence.

RÉPONSE: 241

L'exigence E2.51 à l'annexe 2 sera supprimée. On la trouve déjà sous les exigences d'intervention en cas d'incident.

QUESTION: 242

L'exigence E2.123 de l'annexe 2 indique : « La SAE de TPSGC doit inclure une fonction de déni de service qui limite le nombre de connexions simultanées, conformément aux directives de TPSGC. » Notre solution repose sur les normes de l'industrie en matière de gestion des attaques par déni de service. Ainsi, elle suivra l'évolution de ces attaques. Par conséquent, nous proposons que l'exigence soit modifiée comme suit : « La SAE de TPSGC doit inclure des contrôles de gestion des attaques par déni de service. Ces contrôles seront fondés sur les pratiques exemplaires de l'industrie et convenus entre TPSGC et l'entrepreneur ». Si une telle modification n'est pas acceptable, veuillez préciser la limite dont il est question dans le libellé de cette exigence.

RÉPONSE: 242

Le Canada révisera cette exigence. Reportez-vous aux révisions apportées à l'exigence E2.123, à la section « Changements » de la présente modification de la DP.

QUESTION: 243

Veuillez préciser si, en E2.114 de l'annexe 2, l'exigence s'applique aux employés des sous-traitants ainsi qu'aux sous-traitants des sous-traitants et des fournisseurs.

RÉPONSE: 243

L'exigence E2.114 s'applique à l'entrepreneur ainsi qu'à tous les sous-traitants qui fournissent les services et effectuent les travaux décrits au contrat. Pour obtenir des renseignements supplémentaires à propos de la sécurité du personnel, consultez la section 7.5, Exigences relatives à la sécurité, de la DP.

QUESTION: 244

À l'annexe 2, sous E2.36, on peut lire que « *L'entrepreneur configure la SAE de TPSGC pour fournir seulement les fonctions essentielles; il interdit ou restreint expressément l'utilisation des fonctions, ports, protocoles ou services suivants, selon ce qui a été approuvé par TPSGC.* » Nous demandons que l'État communique cette liste ou indique à quel moment celle-ci sera fournie à l'entrepreneur.

RÉPONSE: 244

Pendant le processus d'EAS, et après l'attribution du contrat, TPSGC fournira la liste des fonctions, des ports, des protocoles ou des services lorsque les détails concernant la conception et la mise en œuvre de la solution proposée auront été communiqués à TPSGC aux fins d'évaluation.

QUESTION: 245

À l'annexe 1, section 6.4.1 f), on demande que le Plan de gestion des renseignements personnels inclue « *toutes nouvelles mesures que l'entrepreneur mettra en œuvre* » pour protéger les renseignements personnels. Nous demandons les clarifications suivantes :

- a) Y a-t-il un plan de gestion des renseignements personnels déjà en place qui décrit des mesures existantes?
- b) Y a-t-il des lacunes connues dans le plan de gestion des renseignements personnels existant, ou y a-t-il des améliorations souhaitées qui requièrent de « nouvelles mesures » dans le contexte de la SAE?

RÉPONSE: 245

Nous tenons à préciser que le produit livrable Plan de gestion des renseignements personnels traite de l'approche utilisée par l'entrepreneur pour gérer les renseignements privés dans le cadre de la SAE et n'est pas fondé sur des pratiques de gestion des renseignements privés actuelles de TPSGC. Les nouvelles mesures décrites à la section 6.4.1 f) concernent les nouvelles mesures (c.-à-d. les lacunes que la solution actuelle doit corriger pour être conforme) que l'entrepreneur doit mettre en œuvre pour s'assurer que la solution répond aux exigences canadiennes en matière de protection des renseignements personnels. Ces nouvelles mesures ne concernent pas les améliorations que l'on souhaite apporter aux pratiques actuelles de TPSGC.

Pour obtenir des renseignements sur les fonctions, les programmes, les activités et les fonds de renseignements connexes des institutions fédérales assujetties à la *Loi sur l'accès à l'information* et à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, les soumissionnaires peuvent consulter le bulletin Info Source à l'adresse suivante : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/aiprp-atip/ressources-resources/infosource2014-fra.html>. Info Source offre aux personnes des renseignements pertinents visant à leur donner accès aux renseignements personnels les concernant et qui sont détenus par les institutions fédérales visées par la *Loi sur l'accès à l'information* et à les aider à exercer leurs droits en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

QUESTION: 246

Veuillez confirmer que la portée de l'Évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (EFVP) qui est décrite à l'annexe 1, section 6.4.3 se limite aux parties de la SAE qui sont exploitées par l'entrepreneur, et que l'État effectuera une EFVP distincte pour les renseignements personnels qui sont stockés dans les systèmes du gouvernement du Canada.

RÉPONSE: 246

Oui, TPSGC gérera l'EFVP liés aux systèmes du gouvernement du Canada à l'interne.

QUESTION: 247

Veuillez confirmer que le concept d'« étroite coopération » entre le Centre des opérations de sécurité de l'entrepreneur et le GC se limite à la description contenue dans la DP, soit une collaboration « avec le Centre de protection de l'information de TPSGC dans le cadre des activités suivantes : intégration des processus; surveillance; gestion des incidents de sécurité et intervention en cas d'incident de sécurité; audit des incidents ». Autrement dit, aucune étroite coopération avec d'autres organismes de l'État n'est exigée.

RÉPONSE: 247

TPSGC confirme qu'il est le point de contact et que l'« étroite coordination » décrite dans la DP de la SAE se limite à la description contenue dans ladite DP.

QUESTION: 248

En E2.14 de l'annexe 2, on indique : « L'entrepreneur doit obtenir l'approbation de TPSGC pour l'utilisation de systèmes d'information externes (p. ex. systèmes n'appartenant pas à l'entrepreneur) pour la fourniture de la SAE de TPSGC. » Veuillez préciser si cet énoncé concerne les composants de la SAE ou les systèmes utilisés par l'entrepreneur dans la solution qu'il propose (p. ex. Microsoft Exchange).

RÉPONSE: 248

L'exigence concerne l'ensemble de la SAE proposée par l'entrepreneur. TPSGC doit approuver tout composant utilisé par l'entrepreneur dans la fourniture de sa SAE. On veut ainsi s'assurer que le Canada est au courant des plans de l'entrepreneur, dans l'éventualité où celui-ci voudrait utiliser un système externe commun ou partagé de gestion des niveaux de service, des services de TI, de la facturation des travaux effectués, etc. Le Canada veut avoir la possibilité d'examiner les données qui seront stockées et traitées dans ce système.

QUESTION: 249

À la section 6.6 de l'annexe 1, on indique : « Le processus d'évaluation et d'autorisation de sécurité doit être exécuté dans son intégralité, et à la satisfaction du GC, avant le début de toute activité opérationnelle (p. ex. projet pilote, entrée en service) qui comprend des données et des transactions de production. » Toutefois, bon nombre d'exigences auxquelles il faut se conformer dans la matrice de traçabilité des exigences relatives à la sécurité s'appliquent à la SAE durant les activités opérationnelles. Par exemple, en E2.158, on indique que « [l]es gestionnaires de la SAE de TPSGC sont chargés de se tenir au courant des politiques, des procédures et des normes en matière de sécurité qui se rapportent à leur zone de responsabilité, et de les respecter. » Veuillez préciser de quelle façon l'État entend évaluer la conformité, compte tenu du fait que les exigences relatives au processus d'évaluation et d'autorisation de sécurité (EAS) ne seront satisfaites qu'après l'application de contrôles de sécurité, une fois la solution mise en œuvre.

RÉPONSE: 249

Le processus d'évaluation et d'autorisation de sécurité (EAS) de TPSGC évaluera la conformité de la solution à toutes les exigences relatives à la sécurité. Dans le cadre de ce processus, on évaluera les contrôles de sécurité opérationnelle de l'entrepreneur et leur adéquation à la solution proposée. La conformité des contrôles de sécurité qui entreront en vigueur après la mise en œuvre sera évaluée selon les politiques et les pratiques opérationnelles actuelles et proposées dans le plan de sécurité des TI présenté par l'entrepreneur. Par des examens et des audits périodiques, on s'assurera que ces contrôles demeurent conformes aux clauses du contrat subséquent. TPSGC a établi cette exigence afin d'assurer le maintien du niveau de sécurité de la SAE.

QUESTION: 250

Pièce jointe 2 de la partie 4 : Évaluation technique, section 4, C1.1, section A (page 401). Veuillez confirmer que les chiffres regroupés doivent être atteints en additionnant le nombre de contrats et d'utilisateurs ainsi que la valeur des commandes pour toutes les références de projet fournies.

RÉPONSE: 250

Oui, c'est exact.

QUESTION: 251

Pièce jointe 2 de la partie 4 : Évaluation technique, section 4, C1.1, section B (page 402). La section B sera évaluée au moyen de l'échelle 1 qui indique que, afin d'obtenir la note de 5 (obtenir 100 % des 190 points), « [l]a soumission démontre que le soumissionnaire a répondu à toutes les exigences relatives à la ressemblance et à la pertinence de la portée, et elle comporte très peu de lacunes ou de faiblesses, voire aucune [...] ».

- a) La cotation de l'échelle 1 sera-t-elle appliquée au critère C1.1 ou à chaque sous-critère C1.1 a) à j)?
 - b) Cela signifie-t-il que si l'un des dix sous-critères [a) à j)] n'est pas respecté, la référence obtiendra automatiquement une note maximale de 4 (80 % des 190 points)?
 - c) En particulier pour « g) le type de services fournis ». Si la référence comprenait les services de mise en œuvre, mais qu'elle ne comprenait pas la prestation de soutien pluriannuel de bureau de service et de gestion des services, jugerait-on qu'elle n'a PAS respecté « l'ensemble des similitudes »?
 - d) En particulier pour « a) la solution mise en œuvre est la même solution fonctionnelle que celle proposée en réponse à la demande de soumissions ». Si le projet de référence ne comprenait pas la plupart des exigences en matière de gestion financière ou s'il n'était pas multilingue, jugerait-on qu'il n'a PAS respecté « l'ensemble des similitudes »?
 - e) En particulier pour « d) la solution a été mise en œuvre pour un client du secteur public ». Si la référence ne concerne pas un client du secteur public, jugerait-on qu'elle n'a PAS respecté « l'ensemble des similitudes »?
 - f) En particulier pour « e) la solution a été fournie à titre de modèle SaaS ». Si la référence ne concerne pas un service géré ou une mise en œuvre hébergée par une tierce partie, jugerait-on qu'elle n'a PAS respecté « l'ensemble des similitudes »?
- (Remarque : Ce point pourrait être intéressant puisque les exigences de la présente DP sont plus axées sur une solution sur mesure hébergée ou gérée que sur une offre de modèle SaaS commercial.)

RÉPONSE: 251

- a) Conformément à la réponse et à la modification à la question n° 253, les points relatifs à la section B du critère C1.1 seront déterminés en attribuant une note unique à l'ensemble des projets réunis en utilisant l'échelle 1.
- b) Oui, c'est exact. Pour obtenir une note de 5 à la section B du critère C1.1, tous les sous-éléments a) à j) doivent être traités dans le portefeuille des projets.
- c) Non, conformément à l'échelle 1, pour obtenir une note de 5 à la section B du critère C1.1, il doit y avoir très peu de lacunes, voire aucune.
- d) Non, conformément à l'échelle 1, pour obtenir une note de 5 à la section B du critère C1.1, il doit y avoir très peu de lacunes, voire aucune.
- e) Oui, c'est exact. Pour obtenir une note de 5 à la section B du critère C1.1, tous les sous-éléments a) à j) doivent être traités dans le portefeuille des projets.
- f) Oui, c'est exact. Pour obtenir une note de 5 à la section B du critère C1.1, tous les sous-éléments a) à j) doivent être traités dans le portefeuille des projets.

QUESTION: 252

Pièce jointe 2 de la partie 4 : Évaluation technique, section 4, C1.1, section B (page 402). La section B sera évaluée au moyen de l'échelle 1 qui indique que, afin d'obtenir la note de 4 (obtenir 80 % des 190 points), « [l]a soumission démontre que le soumissionnaire a répondu à la plupart des exigences relatives à la ressemblance et à la pertinence de la portée, et elle comporte peu de lacunes ou de faiblesses. [...] ».

- a) Sur les dix sous-critères [a) à j)], combien d'entre eux doivent être respectés pour que l'on considère que la référence du projet a respecté « la plupart des similitudes »?
- b) Le sous-critère respecté parmi les sous-critères a) à j) a-t-il une importance?

RÉPONSE: 252

- a) L'évaluation déterminera si le portefeuille des projets mérite une note de 4 en vertu de l'échelle 1 pour la section B du critère C1.1.
- b) Les 10 sous-critères de la section B du critère C1.1 seront évalués de façon générale pour déterminer le niveau de similitude et de pertinence qui contribueront au résultat de l'évaluation en vertu de l'échelle 1 applicable.

QUESTION: 253

Pièce jointe 2 de la partie 4 : Évaluation technique, section 4, C1.1, section B (page 402), Section B; veuillez confirmer que la note sur 190 sera déterminée en consignait la note moyenne dans l'ensemble des références fournies.

RÉPONSE: 253

Non, la note pour la section B du critère C1.1 sera déterminée en attribuant une note unique pour tous les projets réunis. Cela signifie que l'échelle 1 sera appliquée au portefeuille et non aux projets individuels.

Veuillez-vous reporter à la modification dans la section « Changements » de la présente modification de la DP.

QUESTION: 254

Nous recommandons le changement du mécanisme de notation pour la pièce jointe 2 de la partie 4 : Évaluation technique, section 4, C1.1, section B. L'échelle actuelle rend difficile le calcul des notes en fonction des dix sous-critères [a) à j)] et engendre de l'ambiguïté lors de la notation des références de projet. L'État envisagerait-il d'attribuer les points à chaque sous-critère a) à j) [p. ex., 190 points divisés par dix sous-critères = 19 points par sous-critère) puis de calculer la note pour chaque sous-critère à l'aide de l'échelle 1?

RÉPONSE: 254

Le Canada ne modifiera pas le mécanisme de notation utilisé pour la section B du critère C1.1. Voir la réponse à la question n° 253 pour obtenir des précisions sur la façon dont les points seront déterminés pour la section B du critère C1.1.

QUESTION: 255

En ce qui concerne les restrictions liées à la place des taux à l'annexe 3 – Tableau 3, nous comprenons le raisonnement qui appuie l'exigence; toutefois, de nombreux ensembles de compétences différents qui figurent dans le tableau des prix sont liés à une grande variété d'expériences et d'ensembles de compétences. Nous demandons que le Canada envisage de mettre en œuvre les mêmes règles pour ces trois volets de catégories. Par conséquent, nous recommandons les trois volets suivants : le volet 1 débiterait au niveau supérieur du tableau, à la catégorie « Architecte d'applications et de logiciels », et se terminerait à la catégorie « Architecte de technologie » (inclusivement); le volet 2 débiterait à la catégorie « Analyste des activités » et se terminerait à la catégorie « Conseiller en développement organisationnel » (inclusivement) et le volet 3 débiterait à la catégorie « Analyste de la sécurité des TI » et se terminerait à la catégorie « Spécialiste des analyses de vulnérabilité de la sécurité des TI » (inclusivement).

RÉPONSE: 255

Veuillez-vous reporter à l'annexe 3 – Barème de prix, version 2.0.

QUESTION: 256

En vertu de l'actuelle méthode d'établissement des prix, le fournisseur doit s'engager à appliquer un prix mensuel ferme pendant les cinq premières années. Parce qu'aucun engagement n'est pris quant à l'adoption du système et au nombre d'utilisateurs de ce système, si le fournisseur décide de prendre le risque de soumettre une proposition, son prix sera plus élevé pour couvrir le risque associé à ces éléments inconnus. Un des principaux avantages d'un modèle SaaS est le fait qu'il permet aux clients de se doter d'accroître ou de réduire leurs capacités à mesure que les volumes changent. Dans le cadre de la méthode décrite ici, le Canada cristallise un modèle de paiements fixes, même si le fournisseur parvient à réduire son prix en raison d'une forte demande. Nous suggérons fortement au Canada de revoir cette section et de demander aux fournisseurs de proposer des prix par tranches de volume.

RÉPONSE: 256

Le Canada a révisé les jalons et la base de paiement afin de clarifier les choses à propos du déploiement de la SAE et du moment où les utilisateurs l'intégreront. Consultez la section « Changements » de la présente modification de la DP.

QUESTION: 257

L'actuel échéancier de paiement par étapes prévoit un maximum de 35 % des paiements la première année; c'est dû au fait que ces paiements dépendent de l'auto-inscription de 1 000 fournisseurs et de l'octroi de 100 contrats, ce qui pourrait retarder le paiement et créer d'importants problèmes de liquidités. C'est un problème de taille pour les fournisseurs, car cela ne reflète pas le niveau d'effort initial qu'il faudra déployer pour implémenter le système de base et commencer à configurer une solution. Même si nous comprenons l'esprit du plan de paiement, nous demandons au Canada d'envisager l'adoption d'une approche beaucoup plus équilibrée, qui permettra aux jalons 1 à 4 de refléter les travaux effectivement entrepris pour achever ces jalons. Nous recommandons que les jalons 1 à 4 représentent une proportion raisonnable des efforts qu'a déployés l'entrepreneur, puisque c'est la période durant laquelle sont entreprises les activités de base liées au système. Selon nous, ce chiffre devrait représenter au moins 60 % du coût global d'achèvement des jalons.

RÉPONSE: 257

Le Canada a revu le pourcentage du prix de lot ferme mensuel payé une fois que les jalons sont achevés, afin d'augmenter la valeur des jalons précédents. Consultez la section « Changements » de la présente modification de la DP. Afin de servir les objectifs du Canada et de permettre le recouvrement des coûts, on encourage les soumissionnaires à achever les jalons avant les dates cibles.

QUESTION: 258

Le Canada a récemment adopté une solution d'achats électroniques à Services partagés Canada (SPC), dont bon nombre des caractéristiques et des exigences s'apparentent à celles de la présente DP pour la SAE. Par exemple, SPC a mis en œuvre l'approvisionnement électronique et le catalogage, de même qu'un important portail d'engagement des fournisseurs. TPSGC a par ailleurs considérablement investi dans la création et la tenue à jour du portail achatsetventes.gc.ca. Nous croyons que le Canada gagnerait à étendre la portée de ces solutions afin de ne pas refaire deux fois la même chose et de réduire au minimum le dédoublement des efforts et des coûts. Il serait également avantageux d'harmoniser les activités du gouvernement du Canada et d'assurer une continuité auprès des fournisseurs actifs sur le marché. Par conséquent, le Canada envisagerait-il de fournir la solution de SPC ainsi que le portail achatsetventes.gc.ca en tant qu'équipement fourni par le gouvernement (EFG), de façon à maximiser la valeur des investissements antérieurs et à offrir à tous les fournisseurs un accès équitable au processus d'approvisionnement relatif à la SAE?

RÉPONSE: 258

Le Canada n'est pas en mesure de fournir la solution ci-dessus en tant qu'équipement fourni par le gouvernement. Il procède à l'acquisition d'une SAE en tant que logiciel-service (SaaS). Conformément à la section 4.1, Technologie de l'information, et maintenance et mise à jour de la solution, à la section 4.2, Exigences relatives au matériel, et à la section 1.1, Besoin, de l'annexe 1, Énoncé des travaux, l'entrepreneur doit fournir, activer et tenir à jour une SAE, y compris les composants matériels et logiciels de technologie de l'information, dans une infrastructure en nuage. S'il le juge à propos et dans la mesure où il dispose des droits nécessaires, le Canada utilisera ou fournira à l'entrepreneur la documentation rédigée à l'occasion de projets connexes, en appui à la préparation de la SAE.

QUESTION: 259

Le Canada accepterait-il le recours à des « jump-boxes » (ordinateurs spécialement sécurisés) comme mécanisme de contrôle des accès à la SAE par les administrateurs, au lieu des consoles dont il est question en E2.11?

RÉPONSE: 259

Le Canada acceptera le recours à des consoles de gestion spécialisées, comme les « jump-boxes », dans la mesure où celles-ci satisfont à toutes les exigences de sécurité appropriées qui sont stipulées dans la DP, y compris celle décrite en E2.11.

QUESTION: 260

En ce qui concerne l'exigence E2.78, Intervention en cas d'incident, veuillez préciser le type de « requêtes » visées par cette procédure relative aux courriels.

RÉPONSE: 260

Le Canada précisera les types de « requêtes » applicables au cours du processus d'évaluation et d'autorisation de la sécurité (EAS), après l'examen détaillé de la SAE proposée par l'entrepreneur. Pour obtenir des éclaircissements à propos de l'exigence E2.78 b), consultez la section « Changements » de la présente modification de la DP.

QUESTION: 261

À propos des volumes d'appels, quelles sont les attentes en nombre de communications par téléphone, par courriel, par messagerie instantanée, en libre-service?

RÉPONSE: 261

Consultez la question n° 60 et sa réponse. Il s'agit des seules données rétrospectives dont dispose le GC à propos du système de gestion des services de TI. Ces données ne correspondent pas nécessairement au volume futur.

QUESTION: 262

Le Canada peut-il confirmer que les appels des utilisateurs externes seront d'abord filtrés par le bureau de service du gouvernement du Canada et que les éléments non résolus seront ensuite transmis au bureau de service du fournisseur?

RÉPONSE: 262

Conformément à la section 5.6.4.2 Première personne-ressource de la partie 5 de l'annexe 1 – Énoncé des travaux, l'entrepreneur doit agir comme première personne-ressource pour prendre en charge tous les incidents signalés par les utilisateurs, toutes les demandes de ces derniers et la communication générale.

QUESTION: 263

Dans la DP, nous n'avons trouvé aucune exigence relative au niveau de service mesuré en vitesse à répondre à un appel téléphonique au bureau de service. Veuillez confirmer que le Canada n'en a pas. Dans le cas contraire, veuillez fournir l'énoncé qui s'y rapporte ainsi que le rendement attendu. Remarque : En l'absence d'un énoncé clair à ce sujet, le fournisseur tiendra pour acquis que le niveau de service normalisé dans l'industrie (80 % en 60 secondes) s'applique.

RÉPONSE: 263

Conformément à la section 6.13, *Exigences relatives aux niveaux de service de l'annexe 1, Énoncé des travaux*, le Canada confirme qu'il n'y a pas d'exigence relative au niveau de service mesuré en vitesse à répondre à un appel téléphonique au bureau de service.

QUESTION: 264

Nous n'avons trouvé aucune exigence relative au niveau de service mesuré en temps de réponse à un courriel par le bureau de service. Veuillez confirmer que le Canada n'en a pas. Dans le cas contraire, veuillez fournir l'énoncé qui s'y rapporte ainsi que le rendement attendu. Remarque : En l'absence d'un énoncé clair à ce sujet, le fournisseur tiendra pour acquis que le niveau de service normalisé dans l'industrie (95 % en 30 minutes) s'applique.

RÉPONSE: 264

Conformément à la section 6.13, *Exigences relatives aux niveaux de service de l'annexe 1, Énoncé des travaux*, le Canada confirme qu'il n'y a pas d'exigence relative au niveau de service mesuré en temps de réponse à un courriel par le bureau de service.

QUESTION: 265

Nous n'avons trouvé aucune exigence relative au niveau de service mesuré en temps de réponse à un message instantané par le bureau de service. Veuillez confirmer que le Canada n'en a pas. Dans le cas contraire, veuillez fournir l'énoncé qui s'y rapporte ainsi que le rendement attendu. Remarque : En l'absence d'un énoncé clair à ce sujet, le fournisseur tiendra pour acquis que le niveau de service normalisé dans l'industrie (80 % en 60 secondes) s'applique.

RÉPONSE: 265

Conformément à la section 6.13, *Exigences relatives aux niveaux de service de l'annexe 1, Énoncé des travaux*, le Canada confirme qu'il n'y a pas d'exigence relative au niveau de service mesuré en temps de réponse à un message instantané par le bureau de service.

QUESTION: 266

À propos du niveau de service relatif au « taux d'abandon d'appels », nous recommandons d'inclure dans le calcul un « seuil d'abandon après xx secondes ». Par exemple, si le niveau de service stipule qu'il faut répondre à un appel téléphonique dans un délai de 20 secondes, tout appel répondu en plus de 20 secondes sera considéré comme un « abandon ».

RÉPONSE: 266

Reportez-vous à l'élément 6.13.3.6, *Taux d'abandon d'appels* de la section « Changements » dans la présente modification de la DP.

QUESTION: 267

À propos du niveau de service relatif à la « résolution au premier contact » par le bureau de service, nous recommandons d'inclure dans le calcul le concept de « travail jugé susceptible de résolution par le bureau de service », ou encore un renvoi à une liste d'exclusions applicable au dénombrement des cas résolus au premier contact.

RÉPONSE: 267

Le GC est d'avis que, à la section 6.13.3.8, Gestion des incidents : Résolution au premier contact, de l'annexe 1, Énoncé des travaux, le concept de travail jugé susceptible de résolution par le bureau de service est couvert par la formule $[\text{Nombre de cas traités au bureau de service pendant l'intervalle de mesure qui sont résolus par l'agent qui a initialement traité le cas et qui ne nécessitent pas de rappel}] \div [\text{Nombre total de cas traités au bureau de service pendant l'intervalle de mesure}] \times 100 \% =$ Pourcentage atteint.

QUESTION: 268

Nous avons les questions suivantes à propos de la section 6.13.3.2, Satisfaction de la clientèle :

- a) Le fournisseur assume-t-il la responsabilité d'établir et de mesurer l'échantillon périodique de la satisfaction des utilisateurs en ce qui concerne le Programme des approvisionnements seulement ou pour tous les utilisateurs?
- b) Quelle que soit la réponse en a), les questions du sondage seront-elles formulées conjointement par le fournisseur et le gouvernement du Canada?
- c) Quelle méthode emploiera-t-on afin d'établir les critères du sondage (choix des utilisateurs, nombre de répondants, nombre de questions)?

RÉPONSE: 268

- a) Consultez la question 130 et sa réponse.
- b) Oui, les questions du sondage seront formulées conjointement par le fournisseur et le gouvernement du Canada, c'est-à-dire que le fournisseur sera consulté.
- c) Voir la question 130 et sa réponse.

QUESTION: 269

En ce qui concerne l'exigence I-06.14, où il est indiqué « Permettre l'importation du contenu des messages électroniques à partir du logiciel de courriel client d'un administrateur autorisé », qui fait partie de la section sur la « Gestion des documents, des dossiers et du contenu », nous ne comprenons pas pourquoi les messages transmis par courriel devraient être importés; vers où doivent-ils être importés? De plus, nous comprenons que le système de courriel qui doit être utilisé est celui du gouvernement du Canada. Veuillez préciser et fournir de plus amples détails sur cette exigence.

RÉPONSE: 269

L'exigence I-06.14 a été supprimée.

QUESTION: 270

À propos de D-06.04, veuillez préciser le type de caractéristique de majoration des prix que pourrait présenter le fournisseur.

RÉPONSE: 270

Le type de caractéristique de prix dont il est question en D-06.04 consiste en un pourcentage de majoration ou de réduction des prix. Le fournisseur établira le pourcentage, que l'on appliquera ensuite au fil de l'indice des prix applicable. Pour voir un exemple, consultez la réponse à la question n° 134.

QUESTION: 271

À propos de l'exigence Pré.12, veuillez fournir des renseignements supplémentaires au sujet de l'interface. S'agit-il de recueillir de l'information à la fois sur le profil de sécurité et sur la cote de sécurité?

RÉPONSE: 271

Consultez la section « Changements » de la présente modification de la DP, où l'on a révisé les jalons et rajusté l'exigence des 100 commandes. Les soumissionnaires sont invités à déterminer, d'après leur propre expérience auprès de clients de taille semblable, le délai à prévoir, après le déploiement de la fonctionnalité, avant d'atteindre 100 commandes.

QUESTION: 272

À la section 6.10.3 au point d) du jalon 3, on précise que « 1 000 fournisseurs se sont inscrits eux-mêmes dans la SAE ». Ce chiffre va inciter le conseiller (entrepreneur) à intégrer à la plateforme les fournisseurs qui ont le moins d'impact/font le moins de transactions/dépensent le moins (plus faciles à trouver), et va dissuader l'entrepreneur de se lancer dans des transactions de plus haut niveau (générant plus de gains d'efficacité), qui sont plus complexes. C'est pourquoi nous demandons que cette exigence soit supprimée.

RÉPONSE: 272

Le Canada accepte ce raisonnement et supprimera l'exigence. Consultez la section « Changements » de la présente modification de la DP, qui révisé les jalons.

QUESTION: 273

Veuillez préciser les données et les fonctions visées par l'intégration de la SAE au SMGFM (SAP, Oracle et/ou un ancien système), y compris les données de base, les paramètres de configuration et les données transactionnelles. Veuillez également indiquer les objets de données qu'il faut nettoyer ou dont il faut éliminer les doublons.

RÉPONSE: 273

Tel que précisé dans la réponse 75 de la modification 008, conformément à la section 6.8.1.2, *Réalisation de la transition d'entrée (ou exécution) de l'annexe 1, Énoncé des travaux*, l'entrepreneur doit collaborer avec le GC afin d'établir dans quel système (SAE ou SMGFM) on exécutera chacune des étapes des processus opérationnels. Le résultat de ces travaux inclura, conformément à la section 6.8.1.3, *Intégration de la transition et mise à l'essai de l'annexe 1, Énoncé des travaux*, une proposition de stratégie d'intégration, des recommandations d'exigences en matière d'intégration ainsi qu'un plan d'intégration. On s'attend à ce que la stratégie d'intégration, les exigences et le plan précisent les données et les fonctions devant être intégrées au SMGFM, y compris les données de base, les paramètres de configuration et les données transactionnelles.

QUESTION: 274

Veuillez fournir des spécifications ou des exigences concernant le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG).

RÉPONSE: 274

Veuillez consulter la section 3.3 Exigences relatives au portail de la partie 3 de l'annexe 1 – Énoncé des travaux pour connaître les exigences relatives au Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG).

QUESTION: 275

En ce qui concerne la veille stratégique, faudra-t-il produire des rapports ou des tableaux de bord d'après certains objets de données qui ne se trouvent pas dans la SAE? Dans l'affirmative, veuillez indiquer les objets de données qui proviendront d'une source « externe ».

RÉPONSE: 275

Non, il ne sera pas nécessaire de produire de rapports ni de tableaux de bord d'après des objets de données qui ne se trouvent pas dans la SAE.

QUESTION: 276

Dans le cas où certaines composantes de la SAE, comme le bureau de service, ne sont pas actuellement offertes en logiciel-service (SaaS), le GC est-il disposé à considérer une solution fonctionnant dans un environnement local, non infonuagique?

RÉPONSE: 276

D'après la section 5.6, Bureau de service, de l'annexe 1, Énoncé des travaux, partie 5, l'entrepreneur assume la responsabilité de fournir et de tenir à jour un bureau de service accessible par tous les utilisateurs. Le GC n'étudiera pas une solution de bureau de service gérée sur place.

QUESTION: 277

Dans le cas où certaines composantes de la SAE, comme le bureau de service, nécessitent une infrastructure de centre de données locale, non infonuagique, l'entrepreneur pourra-t-il exploiter l'infrastructure de centre de données actuelle du GC afin de simplifier le fonctionnement de la solution et de réduire les coûts opérationnels?

RÉPONSE: 277

L'entrepreneur ne sera pas autorisé à utiliser l'infrastructure de centre de données actuelle du GC. Conformément à la section 4.1.1, Mise en œuvre d'une SAE, de l'annexe 1, Énoncé des travaux, l'entrepreneur doit fournir, mettre en œuvre et entretenir une SAE, y compris le matériel de technologie de l'information et les composantes logicielles pertinentes ainsi que les processus opérationnels connexes, afin de répondre aux exigences fonctionnelles décrites dans l'Énoncé des travaux. Il n'aura pas l'autorisation d'utiliser l'infrastructure de centre de données actuelle du GC dans la prestation des services prévus au contrat.

QUESTION: 278

Au palier 1 des niveaux d'intervention du bureau de service, l'intégration au système actuel de préposé automatique du GC est-elle exigée? Quel système de préposé automatique le GC utilise-t-il? L'entrepreneur pourra-t-il exploiter l'infrastructure de systèmes du GC?

RÉPONSE: 278

L'intégration du bureau de service de l'entrepreneur avec les systèmes du GC ne sera pas incluse dans le montant forfaitaire. Au besoin, le GC pourra demander, en tant que service facultatif, l'intégration à ses futurs systèmes de gestion des TI. IBM Tivoli Web Access for Information Management est le principal outil utilisé pour la prise en charge des applications en place qui sont actuellement remplacées par la SAE. L'entrepreneur ne pourra pas exploiter l'infrastructure de systèmes du GC.

QUESTION: 279

Quel système de TI pour bureau de service (outil de gestion des incidents et des demandes de service, par exemple) le GC utilise-t-il actuellement? L'entrepreneur sera-t-il autorisé à l'exploiter aux fins du soutien aux paliers 2 et 3?

RÉPONSE: 279

IBM Tivoli Web Access for Information Management est le principal outil utilisé pour la prise en charge des applications en place qui sont actuellement remplacées par la SAE. L'entrepreneur ne pourra pas exploiter le système de TI du centre de service du GC aux fins du soutien aux paliers 2 et 3.

QUESTION: 280

L'un des critères d'achèvement du jalon 6 est le suivant : « 1 000 fournisseurs se sont inscrits eux-mêmes dans la SAE. » Quel délai est attendu entre le déploiement de la fonctionnalité correspondante et l'atteinte de cette cible?

RÉPONSE: 280

Consultez la section « Changements » de la présente modification de la DP, où l'on a révisé les jalons et retiré cette exigence.

QUESTION: 281

L'un des critères d'achèvement du jalon 5 est le suivant : « 1 000 commandes ont été traitées par les utilisateurs à l'aide de la SAE. » Quel délai est attendu entre le déploiement de la fonctionnalité correspondante et l'atteinte de cette cible?

RÉPONSE: 281

Consultez la section « Changements » de la présente modification de la DP, où l'on a révisé les jalons et rajusté l'exigence des 100 commandes. Les soumissionnaires sont invités à déterminer, d'après leur propre expérience auprès de clients de taille semblable, le délai à prévoir, après le déploiement de la fonctionnalité, avant d'atteindre 100 commandes.

QUESTION: 282

L'un des critères d'achèvement du jalon 6 est le suivant : « 100 contrats ou commandes d'approvisionnement en services fondés sur des EDT ont été attribués à l'aide de la SAE. » Quel délai est attendu entre le déploiement de la fonctionnalité correspondante et l'atteinte de cette cible?

RÉPONSE: 282

Consultez la section « Changements » de la présente modification de la DP, où l'on a révisé les jalons. Les soumissionnaires sont invités à déterminer, d'après leur propre expérience auprès de clients de taille semblable, le délai à prévoir, après le déploiement de la fonctionnalité, avant d'atteindre 100 contrats ou commandes d'approvisionnement en services fondés sur des EDT.

QUESTION: 283

Les exigences stipulées à la section 3.3.3, Exigences du portail, font partie des critères à satisfaire avant l'achèvement du jalon 3. Si le portail repose sur une solution commerciale, l'achèvement du jalon 3 est possible. Toutefois, s'il repose sur une solution personnalisée qui doit être créée, il faudra plus de temps pour la conception et le développement. Le GC accepterait-il de continuer à utiliser son portail actuel ainsi que le SEAOG jusqu'à ce que le portail personnalisé soit terminé?

RÉPONSE: 283

Reportez-vous à la section « Changements » de la présente modification de la DP, où l'on étend la période prévue pour les produits livrables touchant le SEAOG et le portail. On prévoit continuer d'utiliser les plateformes actuelles jusqu'à ce que l'entrepreneur ait achevé les travaux associés à chacun des jalons.

QUESTION: 284

Si l'on veut achever les quatre premiers jalons en douze mois, nous devons faire appel à l'ensemble de l'équipe du projet SAE dès le début. Or, les paiements versés à l'atteinte des jalons 1, 2 et 3 sont plutôt faibles (en pourcentage) comparativement à l'effort qu'il faudra déployer. Nous aimerions proposer qu'ils soient augmentés de 2,5 % à 10 % pour le jalon 1, de 2,5 % à 5 % pour le jalon 2, et 5 % à 10 % pour le jalon 3, et réduits de 25 % à 10 % pour le jalon 4.

RÉPONSE: 284

Voir la réponse du Canada à la question n° 201.

QUESTION: 285

À la section 3.7, le point F, Gestion financière (Annexe 1), indique ce qui suit : « La SAE doit comprendre les fonctions décrites dans la présente section. Toutefois, les services de configuration, de mise à l'essai et de déploiement de ces fonctions dans l'environnement de production seront fournis selon la demande par le gouvernement du Canada. » La section 3.7, Gestion financière, ne figure pas non plus dans la liste des étapes définies à la section 6.10. Toutefois, la section 7.2, Travaux facultatifs définis, n'inclut pas la gestion financière.

a) TPSGC pourrait-il confirmer que le travail et le coût liés aux services de gestion financière à configurer, à mettre à l'essai et à déployer dans l'environnement de production ne doivent être inclus dans aucun des coûts des étapes ni dans le plan de mise en œuvre, mais figurer dans la section 7.2, Travaux facultatifs définis?

b) Si l'une des exigences en matière de gestion financière doit être incluse dans le plan et les coûts de mise en œuvre, TPSGC pourrait-il préciser les renseignements suivants?

- i. les exigences du tableau 9 à mettre obligatoirement en œuvre, et les échéances correspondantes;
- ii. les exigences du tableau 9 à mettre en œuvre selon la demande;
- iii. le nombre de fournisseurs (et, dans la mesure du possible, leur nom) qui utiliseront les fonctions de gestion financière.

RÉPONSE: 285

Veuillez consulter la section « Modifications » de la présente demande de propositions, en vertu de laquelle la section Gestion financière passe aux services optionnels. En ce qui concerne la question b) iii., tous les fournisseurs potentiels pourraient avoir accès à ces fonctions.

QUESTION: 286

Il semble que les exigences en matière de gestion financière (série F-01) définies au tableau 9 soient obligatoires et qu'elles doivent faire partie de la SAE. Toutefois, la section 3.7.1. indique ce qui suit : « Les services de configuration, de mise à l'essai et de déploiement de ces fonctions dans l'environnement de production seront fournis sur demande par le gouvernement du Canada. » TPSGC pourrait-il confirmer les renseignements suivants :

- a) les services du tableau 9 à mettre obligatoirement en œuvre, et les échéances correspondantes;
- b) les services du tableau 9 à mettre en œuvre sur demande;
- c) les fournisseurs pour lesquels ces services seront nécessaires;
- d) le nombre de fournisseurs qui en aura besoin.

RÉPONSE: 286

Veuillez consulter la section « Modifications » de la présente demande de propositions, en vertu de laquelle la section Gestion financière passe aux services optionnels. En ce qui concerne la question c) et d), tous les fournisseurs potentiels pourraient avoir accès à ces fonctions.

QUESTION: 287

TPSGC peut-il confirmer si la configuration et l'intégration aux services maCLÉ et CléGC doivent faire partie du jalon 2?

RÉPONSE: 287

Les services maCLÉ et CléGC (ou l'équivalent fourni par l'entrepreneur tel que décrit à la section 4.5.1.2 de l'annexe 1 - ÉdT) doivent être configurés, testés, mis à l'essai et mis en œuvre dans le cadre du jalon 3. Veuillez consulter les révisions des jalons dans la section « Changements » de la présente modification de demande de propositions.

QUESTION: 288

Annexe 3 – Barème de prix, tableau 1 (Phase de transition vers la SAE) et tableau 2 (Phase opérationnelle de la SAE)

Dans le cadre de la demande de propositions, il faut inscrire un prix de lot ferme dans le tableau 1 et un prix de lot ferme mensuel dans le tableau 2. Pour remplir ces tableaux, le fournisseur doit formuler des hypothèses concernant les volumes (paramètres) à des fins d'établissement des prix et d'approbation interne. Pour le modèle SaaS, les coûts sont déterminés en fonction de l'utilisation. Si l'État dépasse les estimations employées dans les calculs, le fournisseur assumera les coûts non prévus. Les paramètres provenant de l'État étant limités, l'évaluation de ces prix pourrait également être faussée par les hypothèses du fournisseur.

Par conséquent, on demande que le barème de prix soit modifié pour y inclure un seuil maximal des dépenses. Au-delà de celui-ci, on recommande le recours à une approche progressive. Par exemple, fixer le seuil utilisé pour le prix mensuel ferme à 10 G\$, et pour chaque milliard de dollars dépensés au-delà de ce seuil, établir un prix de lot ferme en tranches d'un milliard de dollars.

RÉPONSE: 288

Veuillez-vous reporter à la réponse à la question n° 198 et la version révisée des jalons, la base de paiement et le bordereau de prix, qui fournissent des précisions supplémentaires sur la portée et une ventilation encore plus détaillée en éléments distincts qui permettront aux soumissionnaires de fournir des prix plus précis pour leurs services et de gérer les risques. Bien que cela ne permette pas de prévoir les futurs volumes, le Canada a fourni un grand nombre de données historiques sur les dépenses par ministère du gouvernement du Canada.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS ET LES CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉES.